DÉFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro

N° 26

Prix : 100 fr.

Juillet - Août 1955.

SOMMAIRE

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e) — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles) — Abonnements : 1 an, 1.000 fr - 6 mois, 600 fr., Etranger : 1 an, 1.300 fr. - 6 mois, 700 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de ....

à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du n° ....

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature :

Conditions d'abonnement :

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 600 fr.

Etranger : 1 an : 1.300 fr. — 6 mois : 700 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr. et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : « Les Sept Couleurs », 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21.8219, Paris.

Les idées et les faits

La duperie de Genève

Avant d'avoir commencé, la conférence de Genève est déjà un échec. De quoi s'agit-il et quel est le problème précis qu'on nous avait promis, sinon de résoudre, au moins de faire avancer ? C'est celui de la réunification de l'Allemagne, *unique signe de détente entre l'U.R.S.S. et l'Occident.* Quel est le problème que précisément, toutes réflexions faites, la conférence n'abordera pas ? Celui de la réunification de l'Allemagne. Tout cela juge le sérieux avec lequel est menée la politique dite atlantique.

Nous allions à la réunion des Quatre Grands, nous répétait-on il y a dix mois, avec une *position de force.* Devant cette position de force, l'U.R.S.S. allait céder. Elle nous apportait sur un plateau cette réunification de l'Allemagne qui est la marque même de la cessation des hostilités et faute de laquelle nous campons en réalité sur un front de guerre dont nous n'avons jamais pu sortir par un traité de paix. Non seulement l'U.R.S.S. allait céder sans difficultés sur ce point essentiel, mais, de plus, on pourrait aborder pour la première fois la question des territoires satellites, autre situation de fait créée par les opérations militaires et qui est une autre tête de chapitre d'une véritable négociation de paix. Nous sommes bien loin aujourd'hui de toutes ces promesses avec lesquelles on amusait les braves gens.

Il n'y a pas de *situation de force* de l'Occident. Il n'y en a pas et il n'y en aura jamais tant que dureront les systèmes actuels. Car il n'existe une *situation de force* que lorsqu'un des partenaires a un pistolet dans sa poche et se montre résolu à s'en servir. Comme ce n'est pas le cas des puissances atlantiques, il vaudrait mieux ne pas faire de rodomontades. Lorsque que l'on a rien à répondre quand l'adversaire s'obstine à dire non, cela peut s'appeler de la sagesse, de la patience, de la résignation, de la placidité, du sang-froid, ou, si l'on veut, de la pusillanimité, de l'embarras, de l'impuissance, mais ça ne s'appelle pas en tout cas, une *situation de force*.

Il n'y a pas davantage ce qu'on appelle une *détente*. Des sourires, des claques dans le dos, des toasts, cela s'appelle et s'est toujours appelé, dans toutes les langues du monde, de la monnaie de singe. Dans le temps où il y avait une diplomatie, c'était le fond de la langue. Et personne ne s'y laissait prendre. Mais, aujourd'hui, nos « grands » hommes d'Etat ont pris pour principe qu'il fallait prendre des vessies pour des lanternes. On comprend que ce point de vue mette les Soviétiques de bonne humeur. Mais il est drôle que, de tous nos politiciens, seul, M. Georges Bidault, éclairé par la bonne disgrâce qu'il cuve, se soit avisé de cette évidence.

Malgré le bourrage de crânes de toute la presse, il est clair que nous allons à Genève pour ne rien dire. Car c'est ne rien dire que de se gargariser de désarmement sans imposer les moyens de le contrôler. La politique des Soviets consiste à nous imposer, depuis dix ans, une carte de guerre fixée par l'arrêt des fronts militaires en 1945. La politique de l'Occident consiste à mettre cette carte de guerre en discussion et à demander la revision dans un traité de paix. Il est clair que la politique de l'Occident n'a pas fait un pas depuis dix ans et qu'elle n'en fera pas un de plus à Genève. Il est clair, au

contraire, que, depuis dix ans, les Soviets nous imposent ce partage de fait de l'Europe et qu'ils n'ont pas reculé d'un pouce. A quoi sert la conférence de Genève si elle ne change rien à cette situation ?

Les Soviets ont intérêt a gagner du temps. Les puissances atlantiques ne cessent de les aider, en fait, à gagner ce temps. Genève n'est qu'une étape de plus dans cette politique désastreuse. En acceptant le thème illusoire de la détente et en parlant stupidement d'une situation de force qui n'existe pas, elles ne font que tendre un rideau de fumée à l'abri duquel se développe tranquillement la manœuvre de la politique soviétique.

Cet échec inévitable de la conférence de Genève souligne l'impuissance de la politique atlantique et le caractère illusoire de sa force. Le pacte atlantique n'est qu'une machinerie de théâtre. Il est excellent pour la propagande. Comme toutes les « grandes alliances » il donne une impression de sécurité. En fait, comme toutes les « grandes alliances », il est lourd, empêtré, inefficace. Nous vivons tranquilles à l'abri de cette muraille de carton. Elle s'accorde à notre goût de l'illusion et du moindre effort. Nous nous sentons protégés et cela nous suffit. En réalité, cette machinerie coûteuse et encombrante, ne permet aucune solution des problèmes posés par le monde moderne. Elle nous condamne à l'immobilité et à l'impuissance. Nous nous sentons en sécurité à condition que personne ne bouge. Et nous acceptons, en effet, que personne ne bouge, bien que nous comprenions qu'à la longue cette immobilité nous sera fatale.

Le manque d'imagination et le manque de courage nous perdent. Dans vingt ans, nous parlerons encore de détente et de situation de force à un bloc asiatique qui se sera équipé pour balayer l'Europe en un tour de main ou pour la recevoir dans son panier comme une pêche mûre. Avec l'immobilisme du pacte atlantique, un jour viendra où l'Allemagne tronquée, l'Italie et la France

passeront sous le contrôle du communisme. Ce jour-là, que feront les puissances du pacte atlantique ? Elles expliqueront qu'avec leurs bases d'Angleterre, d'Espagne et d'Afrique du Nord, elles restent en mesure de protéger le « monde atlantique » et elles nous exhorteront à la patience et au sabotage.

Ces lignes étaient écrites avant la réunion de Genève. L'événement n'a fait que les confirmer. Mais la conférence de Genève a été encore plus désastreuse qu'on pouvait l'imaginer. Car elle amorce un événement grave et lourd de conséquences : l'abandon de la politique de communauté européenne. En se laissant imposer le thème de la détente, les Américains se sont laissés également orienter vers la solution préconisée par les Russes comme condition de cette détente : abandon de tout ce qu'il y a de constructif dans la politique de l'Occident depuis six ans. En somme, à Genève, ce ne sont pas les Occidentaux qui ont imposé leur solution aux Soviétiques, mais contrairement à toutes leurs prétentions, CE SONT LES OCCIDENTAUX QUI ACHÈTENT LA DÉTENTE A N'IMPORTE QUEL PRIX. *La conférence de Genève nous ramène tout doucement à l'esprit de Yalta. C'est l'échec d'une politique de bavardage et d'illusions qui a voulu ignorer que la tâche fondamentale des diplomaties était de dégeler la frontière militaire de 1945 et que le moyen le plus efficace pour cela était d'accepter l'idée d'une Europe indépendante médiatrice entre l'U. R. S. S. et les U. S. A.*

Maurice BARDÈCHE.

De quoi s'agit-il en Afrique du Nord ?

D'une lutte anglo-américaine avec la peau des Français et des Musulmans

par Pierre FONTAINE.

Depuis près de deux ans nous entretenons nos lecteurs des questions nord-africaines au fil de l'actualité ; nous écrivîmes à peu près l'essentiel sur cette partie du continent africain devenu une nouvelle question des Balkans. En Islam, on peut se permettre de pronostiquer presque à coup sûr. Il n'y a jamais spontanéité des masses, mais résultat d'un lent travail des esprits. Il est toujours possible de se brancher en temps opportun sur ce courant avant qu'il n'arrive au transformateur.

L'actualité s'occupe des *effets* et rarement des *causes*. N'importe qui peut, avec quelque argent, fomenter des troubles, surtout en pays musulman. Les allées et venues des dockers turbulents transportés par camions rapides (pour les émeutes et manifestations contre les Anglais d'Ismaïlia et de la zone du Canal de Suez) coûtèrent fort cher aux Américains. Mais le but fut atteint, entendons-nous : le but visible, car ce sont toujours les Britanniques qui tiennent le barrage d'Assouan et les sources du Nil, donc la fertilité de l'Egypte. Le prétexte, pour les foules, c'était « l'indépendance égyptienne ». La présence britannique est remplacée par le protectorat occulte américain. Un point c'est tout.

La Syrie chassa les Français pour devenir « indépendante ». Suivant les coups d'Etat et les assassinats de ministres, la Syrie est sous protectorat occulte anglais ou américain.

L'Irak, ancienne province turque, est royaume indépen-

dant sous supervision britannique malgré les efforts des services secrets américains et soviétiques.

La Jordanie, grâce au général anglais Glubb Pacha, est l'âme du grand projet britannique connu sous l'appellation de « Croissant fertile » (réunion de la Jordanie, de l'Irak et de la Syrie en une Confédération du Moyen-Orient, puissante et bien armée).

L'Arabie Séoudite est une chasse gardée américaine pour ses réserves pétrolières sans doute les plus considérables du monde (l'ancien roi Ibn Séoud évinça les Anglais au profit des Américains payant plus cher les redevances au tonnage de naphte extrait).

Le Yémen est un pays à demi-sauvage assez favorable aux Britanniques moyennant que ces derniers ne s'opposent pas à la traite publique des esclaves.

Indécision au Liban à la fois « travaillé » par les Soviétiques et les Britanniques.

La Libye, nous en fîmes la démonstration précédemment, ex-italienne, est devenue un protectorat occulte britannique avec un roi farouchement francophobe. De Libye. des missions motorisées anglo-libyennes, ne se gênent guère pour « incursionner » au Tibesti français vers le Tchad, comme en mai dernier. Révélons que, reprenant le vieux rêve italien, les Britanniques étudient la possibilité de relier Tripoli (de Tripolitaine) au Tchad par une voie ferrée, puisque la France ne parvint jamais à réaliser la jonction ferroviaire entre les Afriques noire et blanche.

Terminons ce rapide exposé, indispensable pour comprendre les événements nord-africains, en spécifiant que le projet du « Croissant fertile » de « Grande Syrie confédérée », ne secrète pas l'unique souci de grandeur musulmane. Cette confédération aurait alors assez de puissance pour s'opposer par les armes (sous le prétexte d'agrandir la « Grande Syrie ») aux deux adversaires de l'Angleterre de la péninsule arabique : L'Arabie séoudite et Israël. (Les agents secrets anglais font vraiment tout ce qu'ils peuvent pour brouiller les cartes entre Israël et l'Egypte dans l'enclave de Gaza).

Cette bagarre anglo-américaine pour les richesses économiques de l'Orient (pétrole en particulier) se double de « nécessités stratégiques » que les acteurs actuels n'inven-

tèrent pas. Le Canal de Suez était inconnu au temps de Napoléon 1er, mais il existait au temps de Rommel. Il existe toujours ; il conditionne le blocus total de l'Europe, à l'Est, puisque le rempart soviétique s'étend de la Baltique à l'Adriatique.

De plus, *les principales réserves de pétrole de l'U.R.S.S. se trouvent au Sud, entre Caspienne et Mer Noire, à proximité de la frontière nord de l'Iran.* Pour frapper rapidement l'U. R. S. S. dans ses sources de carburant indispensable aux avions, aux jeeps et aux tanks, il est donc nécessaire, dès maintenant, de tenter de soudoyer *tous les pays constituant la route vers cet objectif.* Naturellement, les Américains essaient trois ricochets de la même pierre : but stratégique, zones d'influence de contrôle de matières premières et nouveaux marchés ouverts aux exportations américaines

Bien qu'alliée des Etats-Unis (nous ne saurions dire jusques à quand), la Grande-Bretagne, jusqu'alors maîtresse des marchés du Moyen Orient, discerne fort bien le triple dessein américain. Elle réagit violemment en Syrie, en Iran, à Aden comme ailleurs. D'où cette guerre occulte de la paix anglo-américaine avec la peau des Indigènes. Au point de vue militaire, Londres est sur place et n'entend pas se laisser supplanter par Washington.

*
* *

Nous arrivons à l'Afrique du Nord française.

Les Etats-Unis, à part le Libéria fantaisiste et l'Ethiopie par trop soumise aux influences extérieures, ne bénéficient pas de positions acquises africano-asiatiques. Nous entendons « positions acquises » militairement. La vénalité est extrême en Egypte et chacun a souvenance des phases de la guerre avec Israël... quand les commandes faites pour l'armée égyptienne étaient livrées à l'armée israélienne. Les Etats-Unis ne comptent donc que sur eux-mêmes. Ils n'ont aucune confiance en la France et redoutent sa versalité politique. Pourtant, il leur fallait bien prendre pied quelque part dans cet Islam attirant à divers titres. Ils s'installèrent au Maroc, en force, pour commencer. Ce sont les dépôts-camps de Ben Guérir, Nouaceur, Sidi Slimane, Port-Lyautey, la construction d'un port à Madhia, les aérodromes, etc... sans compter ce que l'on ignore.

Le but stratégique, on le devine ; en cas de conflit, toute la masse de fer et d'hommes, se ruera vers Le Caire pour première étape, par des routes préparées à l'avance.

Mais encore faut-il traverser le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, pays où la France est souveraine. Et si la France se déclarait neutre ou entrait dans l'autre bloc ? La marche vers l'Est ne serait-elle pas considérablement retardée ? Tandis qu'avec des Etats et des gouvernements indigènes « indépendants », on trouvera toujours le moyen de s'arranger. Puis, s'ils refusaient, on recommencerait l'histoire d'Iran de la deuxième guerre en déposant tout simplement le shah et en l'envoyant en exil ; ainsi le matériel anglo-américain put-il traverser l'Iran pour rejoindre l'U. R. S. S.

Pour ne trouver devant soi que des pays « maniables », la France devait être évincée de son domaine nord-africain. Et l'agitation commença. On ressortit les vieux slogans de l'anticolonialisme, le pauvre fellah et le méchant colon, en misant, bien entendu, sur des minorités musulmanes ayant des appuis plus ou moins désintéressés dans les cercles politiques français de la métropole.



Washington trouva, une fois de plus, Londres aux aguets L'Angleterre, qui gouverne à longue échéance, sentit que si elle laissait les Etats-Unis prendre la direction du mouvement francophobe en Afrique du Nord, elle ne tarderait pas à voir sa rivale s'installer économiquement sur les territoires nécessaires à sa stratégie. Or, elle aussi, elle rêvait de se tailler une tunique en Afrique du Nord pour compenser la perte de l'Inde et de l'Egypte ! La lutte commencée au Moyen-Orient continua en Afrique du Nord.

Spécifions trois points importants. Businessmen anglais et américains s'étaient mis d'accord sur la répartition des ressources pétrolifères nord-africaines. Chacun 70.000 km2 de concessions en Tunisie. Partage avec avantage aux Britanniques en Algérie. Exclusivité anglaise au Maroc. Arrière-pensée : *il suffit d'un nouveau maître pleinement souverain et favorable pour abroger les décrets et dahirs pris par les Français et attribuer la part du lion à celui qui financera le plus.* Comme l'on voit, la partie est d'importance pour les Anglais et les Américains qui se partagent déjà les

réserves mondiales de pétrole. Elle aurait pu être au moins aussi importante pour une France propre et libre, non liée par des causes secrètes aux ploutocrates britanniques.

Au Maroc, les Etats-Unis misèrent sur l'ex-Sultan, l'Istiqlal, la fraction israélite de la population et les Français acquis au business américain. Devant une France impuissante, les Anglais épaulèrent El Glaoui, pacha de Marrakech, Berbère peu favorable aux Israélites et dynamique.

En Tunisie, Londres joua la cour beylicale, puis le Néo-Destour et Bourguiba, tandis que Washington, misa sur « la masse », c'est-à-dire les 120.000 syndiqués de l'U. G. T. T. (menés par M. Ahmed ben Salah, universitaire français) affiliée au C. G. S. L. de Bruxelles (sous l'obéissance directe du syndicaliste américain Irwing Brown).

En Algérie, pays sans souverain indigène jouissant d'une Assemblée élue, la question de prééminence est plus confuse. Les Américains ne s'y étaient pas encore organisés complètement. Par contre, depuis leur essai raté de 1945, les agents britanniques étaient toujours sur place et s'occupaient du P.P.A.-M.T.L.D. Quant à l'U.D.M.A., il semble que ses sections obéissent aux uns et aux autres.

Avec l'aide espagnole assurée aux Américains, par Radio-Tétouan et la contrebande d'armes.

Au départ, en 1947, ainsi que nous le narrâmes à D. O., le partage était fait : la Tunisie aux Anglais, le Maroc aux Américains et, généreusement, l'Algérie aux Français. Cet accord tacite paraît avoir été rompu depuis le voyage de MM. Acheson-Byroade (présidence Truman) dans ces pays, et surtout depuis l'histoire égyptienne. *Course contre la montre. Aujourd'hui, c'est à qui lancera, le premier, ses « troupes » à l'assaut de la souveraineté française pour être certain de bénéficier de l'opération « d'indépendance ».*

L'Angleterre marqua le premier point en Tunisie, mais les Etats-Unis n'abandonnent pas la partie pour si peu. Il y aura encore beaucoup d'événements en Tunisie ! Et il est peu probable que la bombe lancée contre l'office d'information américain à Tunis, soit le fait de « terroristes » ou de « contre-terroristes ».

Pour l'Algérie, les ordres égyptiens du Caire (U. S. A.) et la campagne francophobe aidée par des officiers de l'armée régulière irakienne (sous commandement britan-

nique) se rejoignent. Il se peut qu'il y ait des groupes agissant pour des comptes différents ; il se peut qu'il existe des jonctions d'efforts pour éliminer le plus rapidement l'occupant le plus gênant : la France. Les armes et les « techniciens » arrivèrent des deux côtés à la fois.

Si, en général, la France demeura impassible devant ces manœuvres (pourtant décrites avec cynisme par le *Saturday Evening Post*... « désormais la puissance militaire du Maroc est américaine », etc...), un troisième spectateur, l'U.R.S.S. ne pouvait rester inactif devant cette lutte pour une prise de positions à longue échéance. Le communo-soviétique en Afrique du Nord est une affaire de « cadres » ; il est sans emprise sur la masse qui ne le comprend pas. Mais il sert quand même, du côté français, à masquer des carences, des incompétences ou des mauvaises consciences. Il n'est sympathique au M. T. L. D. et à l'U. D. M. A. que par son programme d'éviction de la France. Que le P. C. A. cherche à noyauter ces partis, qu'il ait même fait venir de France des chômeurs kabyles dans les maquis pour y marquer sa présence, la manœuvre est plus politique que pratique mais elle est appuyée par les diffusions de Radio-Budapest.

L'action communo-soviétique, davantage orientée contre les tentacules stratégiques anglo-américaines que contre la présence française, est d'ailleurs repoussée par Abd el Krim, chef des commandos rebelles nord-africains, qui, comme les « nationalistes occupés », accepte momentanément toutes les aides pour se débarrasser du plus encombrant.

Tel est l'essentiel que l'on doit connaître des CAUSES des événements nord-africains.

Je spécifie qu'il ne faut pas exclure de l'avenir une intervention armée américaine au Maroc et une intervention armée « libyenne » en Tunisie.

***

A ces causes, il est nécessaire d'ajouter de monstrueuses opérations affairistes FRANÇAISES ayant partie liée avec les uns ou avec les autres. Trusts et lobbies ayant déjà des flaques de sang français sur leur raison sociale (de sang d'Indochine et d'ailleurs) leur grande presse, leurs parlementaires et leurs fonctionnaires. Leur rôle est la désa-

grégation de la France par l'intérieur, par le pourrissement de l'opinion publique, pourrissement qui facilite les entreprises étrangères par l'extérieur. Le détail sera pour une autre fois.

Bien entendu, si nous avions des hommes politiques honnêtes, compétents, nationaux, le calme serait revenu depuis longtemps en Afrique du Nord car les trublions étrangers en auraient été expulsés avant d'avoir fait répandre du sang.

*
* *

Personnellement, nous n'avons rigoureusement rien à défendre en Afrique du Nord. Nous ne défendons qu'une chose : le travail français des modestes et humbles là-bas comme ici.

La France a déjà perdu 30 millions de clients coloniaux en Syrie, Indochine et Inde. Le marasme commercial actuel provient de cette perte.

L'Afrique du Nord, c'est 25 millions d'autres clients achetant annuellement 270 milliards de francs de travail métropolitain français et laissant en France (vacances études, voyages d'affaires, etc.) environ 50 milliards par an

Si l'Afrique du Nord — joyau de l'empire français — lâche, le restant de nos colonies craquera. Adieux tarifs douaniers préférentiels, monopoles du pavillon, marine marchande prospère, etc... ? Il y aura 3 millions de chômeurs en permanence en France. Car le travail anglais et le travail américain convoitent aussi ces clients. En Indochine, c'est une avalanche de produits américains depuis huit mois !

Voilà pourquoi nous défendons l'Afrique du Nord française. Le travailleur français a autant besoin de vivre que celui des pays étrangers.

P. F.

Afrique du Nord, Juillet 1955

Vue d'ensemble par un soldat d'Afrique

Un de nos grands soldats d'Afrique, le général L. François, qui termina sa carrière militaire active comme commandant supérieur des troupes du Maroc et qui, l'heure venue du repos, ne voulut point quitter ces terres où il avait tant servi et guerroyé qu'elles étaient devenues son pays, a bien voulu nous autoriser à publier ces notes sobres et objectives dans lesquelles, pour lui-même, il avait fait le point de la situation. Qu'il en soit remercié !

Qu'il le soit aussi pour avoir, en nous les transmettant, si délicatement évoqué la silhouette lointaine d'un jeune lieutenant de la colonne de Khénifra qui, en 1914, se battait à ses côtés et qui se nommait Brasillach.

Depuis 1951, des troubles de plus en plus graves ont ensanglanté la Tunisie puis le Maroc et enfin l'Algérie. Nous ne voulons pas rappeler ici le détail des faits, ni reproduire même seulement en partie des documents qu'on a pu lire dans la Presse, dans des brochures diverses ou dans d'importants ouvrages.

Nous nous bornons à tirer des faits et documents indiscutables les conclusions qui s'imposent et à présenter un très bref raccourci de la situation actuelle.

TUNISIE.

C'est Bourguiba qui a mené le jeu. Nous savons qu'il fut l'allié de l'Allemagne et de l'Italie dans la guerre contre la France, qu'il s'est déclaré d'accord avec le communisme pour travailler avec lui en vue de chasser la France de Tunisie, qu'il n'a pas cessé d'agir de concert avec la Ligue Arabe, en plein accord avec les personnalités les plus tenaces dans la lutte contre l'Occident.

Depuis longtemps, il a préparé le plan d'une insurrection contre la France ; il l'a écrit, il s'en est vanté dans des lettres

maintenant rendues publiques ; il en a préparé l'exécution en recrutant en Tunisie, en Libye et jusqu'en Egypte ; en achetant ou en faisant offrir l'armement indispensable. A l'heure qu'il a jugée favorable, il a déclenché la guerre, menée par ses troupes de Fellaghas contre les Français de Tunisie et contre les Tunisiens musulmans amis de la France.

Fidèle aux convictions qu'il a toujours affirmées, notamment lorsqu'en 1941 et 1942 il parlait à la radio de l'Axe, il s'est conduit en ennemi de la France.

Le gouvernement français a jugé cependant que Bourguiba était un interlocuteur valable et qu'il convenait de traiter avec lui. On l'a fait! Mais à quel prix ? Les vrais Français de Tunisie les Tunisiens musulmans nos amis pourraient dire avec exactitude quels sacrifices ils ont déjà supportés et ceux plus grands encore, sans doute, qu'ils sont fondés à redouter. Nombreuses sont les personnalités qualifiées, notamment les élus Français de Tunisie, qui jugent insuffisantes et même dangereuses les conventions qui viennent d'être signées entre le Gouvernement français et le Gouvernement tunisien, en majorité Néo-Destour

C'est s'abuser étrangement que croire à l'exécution loyale et correcte, de la part du Néo-Destour, qui est le maître en Tunisie, de ce qui vient d'être signé. Si l'on en doute, qu'on veuille bien considérer un instant la photographie, reproduite dans diverses publications, qui montre Bourguiba pleurant devant le monument élevé à Monastir, sa ville natale, en l'honneur des Fellaghas, les patriotes résistants de Tunisie tombés dans la lutte contre les Français en 1953 et 1954. Ce serait faire preuve de naïvté, d'aveuglement, de stupidité, si l'on imaginait qu'après avoir offert des fleurs à ses camarades de combat, Bourguiba a pris la résolution de se conduire définitivement en ami de la France, respectueux des conventions que ses subordonnés du Néo-Destour ont signées.

Il est sans doute prudent de penser que Bourguiba ira jusqu'au bout dans l'exécution du programme qu'il s'est dès longtemps fixé et dont le dernier terme est l'éviction totale et définitive de la France.

ALGÉRIE.

L'incendie si bien allumé en Tunisie n'a pas tardé à gagner l'Algérie, d'abord par l'Est. Il s'est ensuite étendu aux trois départements.

On demeure confondu lorsqu'on est en face de cette constatation que tout s'est passé comme si ceux qui exerçaient le pouvoir, depuis le Gouverneur général, jusqu'à la plupart des

maires et administrateurs vivant au milieu des colons français et des paysans musulmans, se sont laissés surprendre par la vague de rébellion. Si quelques-uns d'entre eux ont été renseignés à temps, s'ils ont donné l'alarme, il semble cependant que les chefs responsables n'ont pas d'abord jugé qu'il convenait de mettre en œuvre, sur-le-champ, tous les moyens dont ils pouvaient disposer pour faire face à l'attaque. Et les massacres ont commencé sous les yeux terrifiés de ceux qui n'avaient pas voulu voir le danger ou qui ne l'avaient pas jugé immédiat.

Et pourtant, qui donc ignore encore, parmi tous ceux qui vivent en pays musulman, que l'autorité ne peut efficacement s'exercer que si elle s'appuie sur la force, au service de la plus stricte justice ? C'est la condition première d'une action utile capable d'atteindre le plus économiquement le but fixé. Elle permet ensuite de substituer, le moment venu, avec plein succès, les moyens de persuasion, de bienveillance, de bonté à ceux de contrainte et de force.

Pourquoi donc a-t-on oublié la parole de Lyautey : « *Manifester la force, pour éviter de s'en servir ?* » Faut-il croire que politiciens, gouvernants et leurs délégués ont jugé d'abord plus habile de ne montrer que faiblesse dans leurs actes et timidité dans leurs paroles ? Il n'ont pas vu que leur attitude encourageait les révoltés. C'est sur eux que pèse maintenant une part de la responsabilité des massacres dont tant de Français et de Musulmans amis de la France ont été les victimes.

C'est l'Aurès, qui, le premier, s'est enflammé sous les torches apportées par les Fellaghas de Tunisie et d'ailleurs. L'Aurès, terre de rébellion depuis que ses chefs berbères, Koceïla et la célèbre Kahena — vaillante femme de religion israélite — se sont dressés pour défendre leur pays contre l'envahisseur arabe, vers la fin du VIIe siècle. Terre de rébellion, mais que les officiers et administrateurs français ont cependant maintenue depuis cent ans dans le calme et la soumission à travers une heureuse évolution sociale, sans troubles sérieux. Terre d'élection pour fomenter une révolte, en raison du caractère indiscipliné de ses habitants et de son relief tourmenté. C'est ce qu'ont bien compris les meneurs du Néo-Destour, ceux du Parti communiste et ceux des autres Ligues et sociétés à revendications dites « *nationalistes* » de l'Afrique du Nord et de l'Orient arabe.

On sait ce que furent les premiers résultats de cette douloureuse surprise. On sait aussi avec quelle insuffisance et avec quelle lenteur il y fut répondu : parce qu'on avait négligé de tenir prête une force qu'il aurait été nécessaire de manifester sur-le-champ. Encouragés par une telle carence, les auteurs

de la rébellion eurent tôt fait de la propager. Elle s'étendit d'abord à tout le département de Constantine, puis à la Kabylie, puis à certaines petites contrées des départements d'Alger et d'Oran.

Dès le début de 1955, un groupe de membres de l'Assemblée algérienne se refusant à fermer les yeux devant le rôle prépondérant du communisme dans la préparation des esprits musulmans à la rébellion — ce rôle s'étalait au grand jour depuis 1935 — puis dans le financement et le déclenchement de la révolte, déposèrent sur le bureau de l'Assemblée une motion demandant la mise hors la loi du communisme en Algérie. Mesure vigoureuse, certes, mais de bons sens et sage ; mesure efficace si elle avait été adoptée.

Elle demeura lettre morte. Pourquoi ? Le Gouverneur général de l'Algérie en a-t-il donné la raison ?

Environ trois mois plus tard, devant l'évidence de l'action communiste pour provoquer et soutenir la révolte une Assemblée des Maires et Conseillers Généraux d'Algérie a repris cette motion d'une voix presque unanime. L'autorité gouvernementale ne paraît pas s'en être davantage émue ?

La riposte est bien venue — mais trop tard — après renforcement des troupes d'Algérie par de gros effectifs tirés d'Allemagne et de la Métropole, mais, il faut le dire aussi, après le massacre de nombreux Français d'origine et Français musulmans militaires, fonctionnaires, colons, paysans, commerçants et ouvriers.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le Gouvernement soumet au Parlement des projets qui ont pour but d'apporter, dans le domaine social, des améliorations à la condition de la masse musulmane.

Nous ne pensons pas qu'aucun Français raisonnable et de bonne foi en ait jamais discuté la nécessité. Il s'agit, bien sûr, d'un problème très difficile à résoudre. La plus essentielle de ses données est d'abord que l'Algérie est française depuis plus de 120 ans et qu'au milieu de sa population musulmane vit une population française dont les droits, les devoirs, les intérêts, au regard du sol français d'Algérie, sont identiques à ceux des Français de la Métropole au regard du sol de la Patrie française.

Nous voulons espérer que les projets gouvernementaux, surtout s'ils sont assortis d'une rigoureuse répression de la propagande communiste et nationaliste — extrémiste, tant intérieure qu'étrangère, ramèneront le calme en Algérie et rendront à tous, Français d'origine et Français musulmans, la possibilité, le goût, l'ambition de travailler en paix, d'un commun accord, pour le bonheur et la prospérité de la Patrie française.

MAROC.

Les troubles ont éclaté au Maroc vers la fin de 1952, timidement d'abord, mais rapidement devenus très graves et marqués dès le début par l'assassinat de Français. Ils se sont amplifiés pendant les six premiers mois de 1953 pour prendre l'allure de de ce qu'on appelle « *Le terrorisme* ».

Mais arrêtons-nous d'abord sur la question dynastique au Maroc, dont on entend dire avec une insistance suspecte, aussi bien à Paris qu'au Maroc, qu'elle constitue un « *préalable* » à tout règlement de l'actuelle affaire marocaine.

L'attitude du Sultan Mohamed Ben Youssef, comme celle de son fils aîné, entre 1940 et 1953, provoqua les soupçons dont ils furent l'objet, à savoir qu'ils assistaient sans déplaisir à l'action communiste et nationaliste tant française qu'étrangère, si même ils ne la provoquaient pas en secret. Elle permit aussi de les taxer de complaisance à l'égard du terrorisme ou, tout au moins, de ne rien faire ni officiellement, ni officieusement, pour en arrêter le développement.

Il était naturel que de tels soupçons vinssent à l'esprit de ceux qui n'ont pas oublié qu'en 1942, le comportement du Sultan à l'égard de la France, demeuré jusque-là correct, prit un caractère d'hostilité sous l'influence du président Roosevelt. Dans son ignorance quasi totale des hommes et des choses d'Afrique du Nord, dans un sentiment que n'inspirait aucune bienveillance à l'égard de la France, Roosevelt persuada — Oh ! très facilement ! — son interlocuteur, le sultan Ben Youssef. que le Maroc était mûr pour devenir une grande nation et réclamer son indépendance en faisant litière du traité de protectorat.

Ainsi intoxiqué, peut-être aussi jaloux des succès oratoires que se taillaient à la radio de Bari et de Berlin, les leaders du Néo-Destour, Bourguiba et Salah Ben Youssef, en insultant la France et en lui promettant de la chasser de Tunisie, le Sultan jugea sans doute que son intérêt et celui du Maroc lui commandaient de se détacher de la France.

On a pu l'accuser — et jusqu'à maintenant aucun démenti n'est venu — d'être entré en relations avec certains Allemands entre le milieu de 1941 et la fin de 1943 et de leur avoir fait tenir des renseignements de nature à servir utilement Hitler dans sa lutte contre les Alliés.

De 1943 à 1952, l'attitude du Sultan tombé sous la domination de l'Istiqlal extrémiste, ne cessa pas de se révéler chaque jour un peu plus hostile à la France.

On se souvient que, dès février 1951, le maréchal Juin, résident général, dut un soir imposer brusquement au Sultan de

désavouer l'Istiqlal, d'épurer son Administration et de rendre hommage à l'action généreuse de la République française au Maroc. Ce soir-là, Oulémas et Caïds marocains de la montagne étaient prêts à élire un nouveau sultan.

Un an auparavant, déjà le Pacha de Marrakech, El Glaoui, avait jeté à la face du Sultan cette cinglante apostrophe : « Tu n'es pas le Sultan du Maroc ; tu es le Sultan de l'Istiqlal et tu conduis l'Empire à un désastre ».

Lorsque le général Guillaume eut remplacé à Rabat le maréchal Juin, il ne tarda pas à constater la liaison de plus en plus étroite entre l'Istiqlal et le Sultan, en même temps que l'impossibilité de rétablir avec ce dernier une juste action de coopération franco-marocaine.

Le Glaoui et la masse des chefs marocains qui le suivaient, désormais convaincus de la trahison du Sultan envers la France et le Maroc, avaient résolu de le renverser. Ils le firent connaître avec fermeté au général Guillaume. Le seul parti possible à ce moment fut pris : le bannissement.

Témoin de la collusion communo-nationaliste qui se manifestait avec évidence contre la France, le général Guillaume prit des mesures nécessaires d'éloignement qui atteignirent à la fois les extrémistes de l'Istiqlal et les communistes les plus actifs.

Dès l'avènement du Sultan Mohamed Bou Arafa, le terrorisme ne cessa de s'accroître et de faire des victimes, principalement chez les Français et les Marocains de Casablanca. Le but était de peser sur l'opinion française pour que fut reprise, avant tout, la question dynastique afin de la résoudre en faveur de Ben Youssef.

C'est là l'objectif premier que veut atteindre l'Istiqlal. Tout le reste, les réformes d'ordre politique social, n'est que secondaire à ses yeux.

Il n'est pas possible de cacher que l'Istiqlal a trouvé de puissants appuis auprès de politiciens français et étrangers, auprès de grands brasseurs d'affaires de toutes nationalités, auprès de fonctionnaires même, escomptant les profits de la pêche en eau trouble. De récents incidents le démontrent clairement.

Voici que le maréchal Juin vient de se dresser pour déclarer de toute son autorité que la question dynastique ne se pose pas, qu'elle a été réglée en 1953 dans les formes traditionnelles, et que la reprendre serait donner une victoire à l'Istiqlal dans sa lutte contre la France.

De son côté, le Pacha El Glaoui s'adressant à la plus haute autorité de l'Etat français (début de juillet 1955 (affirme à nou-

veau qu'il ne saurait réviser son attitude plusieurs fois définie et expliquée dans des termes qui ne prêtent pas à confusion.

Ainsi donc, le maréchal Juin, le général Guillaume, le Pacha El Glaoui, les trois hommes qui, dans les temps présents connaissent indiscutablement le mieux les hommes et les choses du Maroc, qui ont su faire face à une campagne d'hostilité farouche contre la France, qui, prenant gravement leurs responsabilités, n'ont agi que pour le bien et dans le plus haut intérêt de la France et du Maroc, se trouvent entièrement d'accord sur le règlement de cette capitale question dynastique. Parlant et agissant comme ils l'ont fait, ils ont servi le plus utilement la France et le Maroc. Il serait fou, il serait criminel de suivre une voie différente de celle qu'ils ont courageusement tracée.

Quant aux réformes dont on nous dit qu'elles sont indispensables au Maroc, sur le plan politique et administratif, sur le plan économique et social, tant au bénéfice de l'élite appelée à fournir des chefs, qu'à celui de la masse laborieuse qui désire justement une amélioration de ses conditions d'existence, elles s'imposent évidemment et nous ne croyons pas qu'on en puisse douter. Mais, dans leur conception comme dans leur application, qu'on prenne garde de brûler les étapes, de n'ajuster les décisions qu'aux vraies possibilités, qu'on évite d'aboutir à une catastrophe au lieu d'une rénovation.

Qu'on fasse donc confiance au Sultan Mohamed Bou Arafa, dont la sagesse est révérée par tous ceux qui l'approchent, ainsi qu'à quelques-uns des hauts personnages du Maghzen qui l'entourent, demeurés amis fidèles de la France, dévoués au bien du peuple marocain, nationalistes de bon aloi dans le sens où l'entendait le maréchal Juin, lorsqu'il a dit : *« Si j'étais Marocain, je serais nationaliste moi aussi »*.

Evitons de nous laisser entraîner par la surenchère. La constante pensée de la France, à l'égard des populations qu'elle protège, doit être de faire ce qui est bon pour elles et non pas nécessairement ce qu'elles croient qui leur est bon.

Ne cessons pas de nous rappeler les hauts enseignements du maréchal Lyautey et de suivre les exemples féconds qu'il a donnés. Apportons dans l'accomplissement de nos tâches la même ténacité pour le maintien d'une indissoluble amitié franco-marocaine. A ce prix, mais à ce prix-là seulement, le Maroc s'avancera sûrement dans la voie du progrès et de la prospérité auxquels il aspire et qui le placeront, dans l'avenir, au rang de grande et glorieuse nation.

Le Maroc à travers l'assassinat d'un milliardaire

Dans « D. O. » de juillet 1954, je terminai l'article « Maroc, victime d'un système » par ces lignes : « *Un richissime industriel français ayant usines, sociétés, en France, en Algérie, au Maroc, en Afrique française, m'écrivit un jour que l'on ne dira jamais assez la vérité sur les colonies françaises... Je sais combien il paie les manœuvres indigènes dans ses usines marocaines. Pas très cher et peu d'impôts. Mais j'ai appris qu'il vend le litre d'huile 225 fr. au Maroc pas loin du Sénégal pays de l'arachide et l'huile d'olives 260 fr. au Maroc producteur d'olives... Si un jour il arrive malheur à l'une de ses usines...* »

On a deviné qu'il s'agissait du milliardaire Lemaigre-Dubreuil assassiné en juin à Casablanca. Par un contre-terroriste, affirme-t-on. Au courant des machiavéliques combinaisons policières nord-africaines qui transforment un terroriste en contre-terroriste ou l'inverse suivant la politique ayant le vent en poupe, on me permettra de simplement écrire : *assassiné parce que la France n'est plus en mesure d'assurer la sécurité de ses ressortissants.* Le « contre-terrorisme » ne naquit que de l'impuissance de la nation tutrice à protéger les Français d'un terrorisme qu'ils ne créèrent pas.

Je connaissais depuis longtemps Lemaigre-Dubreuil, roi des oléagineux français et partie prenante du fameux trust anglo-hollandais qui met en coupe réglée les colonies, françaises et autres produisant des plantes pour la fabrication des huiles végétales. A l'époque, il présidait, si j'ai bonne mémoire, une Fédération de Français Moyens prétendant se regimber contre les exagérations du fisc... J'eus toujours de bonnes raisons de soutenir que certains intérêts particuliers pouvaient aisément s'identifier avec l'inérêt général...

A la Libération, la Résistance ne pouvait inquiéter sérieusement un milliardaire même « compromis » avec Vichy. Lemaigre-Dubreuil redoutait une invasion de l'Europe occidentale par les Soviets. Aussi développa-t-il considérablement ses industries de matières grasses en Afrique du Nord, jusque sur les quais mêmes d'Alger d'où l'on « pompe » directement l'arachide dans les cargos pour l'envoyer aux broyeurs. C'est lui-

même qui, de la baie du restaurant de l'Aletti me montra l'activité de son industrie. Il en retirait une légitime satisfaction.

Favorable aux Américains misant sur le Maroc, il s'en détacha lorsqu'il compris l'appétit vorace des nouveaux venus pour suivre une politique assez vague. Soyons logiques, il ne pouvait que favoriser une politique assurant la sécurité de ses biens. A sa place, nous l'aurions imité. C'est peut-être ce qui permet de mieux mesurer la pleine liberté de jugement des hommes non riches — nous — affirmant que la somme de grands intérêts particuliers n'est pas forcément l'intérêt national. Cela vaut pour toute l'Afrique du Nord et pour les intérêts privés de droite, du centre et surtout de gauche. Le trouble risquant de porter préjudice à ses entreprises, Lemaigre-Dubreuil acheta *Maroc-Presse* à Jacques Walter (le milliardaire des mines de Zellidja), quotidien qu'il confia à un membre de sa famille. Et Lemaigre-Dubreuil entreprit de mener sa politique personnelle. Il en mourut. Heyraud, autre directeur de journal marocain, avait été assassiné quelques mois auparavant, par des « terroristes » cette fois. Démonstration que le métier de journaliste est plus dangereux que celui de proconsul ou de général en Afrique du Nord.

Les cas de Heyraud et de Lemaigre-Dubreuil sont significatifs. (Le premier dirigeait un quotidien du trust marocain de presse Mas.). Si l'on arrive pas à s'entendre sur les remèdes et solutions nord-africaines, c'est précisément à cause de ces immenses intérêts particuliers dont les libéralités permettent de déplacer les pions politiques à leur guise. Ils ont des hommes-liges qui se permettent de faire avaliser par leur parti représenté au gouvernement tel point de vue de trust paré de tous les oriflammes et guirlandes d'une manifestation nationale. Or, le lobby Mendès-France-Schreiber-Gradis-Lazare est aussi puissant que celui de Pierre Mas ou que celui de Marcel Bloch-Dassault-Corniglion-Molinier ! Et il y en a dautres ! D'où les heurts de chefs de files, les discussions sans fin et l'absence de solution ! A noter qu'en fin de compte TOUT LE MONDE et LA FRANCE y perdront tout. Ce sera peut-être justice. L'héritage de la Banque de Paris et des Pays-Bas (Horace Finaly) — un des six groupes d'affaires qui décidèrent le gouvernement français (Delcassé) à la conquête du Maroc — s'avère un héritage maléfique. Pour n'avoir pas compris que les intérêts du petit épicier qui put ouvrir boutique grâce à un labeur forcené étaient au moins aussi captivants que les siens au point de vue humain, Lemaigre-Dubreuil essaya trop de voies. Il est tombé dans l'impasse.

En Tunisie, les « diplomates » discutaient mais ceux qui dirigeaient le jeu de la coulisse étaient les milliardaires des phosphates, du fer, des hydrocarbures tunisiens. En Algérie, les milliardaires (1) du fret maritime du blé, de l'alfa, du pinard des brasseries et des transports routiers, prétendent mener le destin du pays à leur guise. Or, ces congrégations s'appuient les unes à droite, les autres à gauche et beaucoup au centre Les questions coloniales ne sont plus des problèmes nationaux mais des luttes de partis politiques pour la défense de biens matériels. De quoi crève l'empire français. Naturellement, le tout enveloppé dans le nationalisme, « l'humain », le progrès et autres balançoires afin de masquer les sordides combinaisons à l'opinion publique. En attendant, des Français se font égorger et les jeunes soldats du contingent se font surprendre dans les embuscades.

Aucune conclusion pratique ne peut intervenir en Afrique du Nord, de bon sens acceptable par tous, tant que l'on ne balaiera pas hors du temple ces monstrueux égoïsmes économiques. L'avis du Français qui peine sous un soleil accablant ou qui est en contact quotidien avec Musulmans et Juifs, est certes plus compétent que le businessman vivant dans une tour d'ivoire au milieu de ses chiffres entre un aller et retour d'avion.

Le Français métropolitain qui ne comprend absolument rien à ces questions qu'on ne lui présente que dans le halo de « l'actualité » (il n'y a pas *d'actualité* en matière coloniale, il n'existe que des *aboutissements*), se demande pourquoi tant de bruit au Maroc pour un Sultan déchu, alors que pas un Tunisien ne bougea quand M. de Gaulle déposa brutalement le Bey à son arrivée en Afrique du Nord et que Habib Bourguiba. « grand traître » à la même époque (appui ouvert auprès de Hitler et de Mussolini, les photomontages existent encore), est devenu aujourd'hui l'homme n° 1 du gouvernement français ? Alors que les Américains livrèrent en 1945 à la France, les documents saisis en Allemagne prouvant la collusion de l'ancien Sultan avec les dirigeants allemands en pleine guerre mondiale ?

Le Français métropolitain a des raisons de ne rien comprendre et même de se désintéresser de ces affaires ! Aussi allons-nous résumer pourquoi, si la majorité des Français petits et moyens du Maroc est contre l'ancien Sultan, il s'est trouvé d'autres Français puissants pour militer en sa faveur.

Ce n'est pas un dénigrement qu'écrire de l'ancien Sultan

(1) Milliardaire n'est pas un terme empirique ou démagogique lorsqu'on évoque certaines fortunes nord-africaines. M. Georges Blachette, roi de l'alfa algérien et député, est la première fortune du Parlement français ; il appartient à la tendance Mendès-France.

peu de chose aimables. L'homme aux cent flacons de parfums aux trois femmes légitimes et aux vingt-huit concubines dans son harem, est l'exact reflet de la vérité. Malgré son costume européen, ce Sultan vivait comme un satrape de l'empire ottoman. Qui ne connaît pas l'islamisme, ne peut pas mesurer l'avidité du musulman pour qui les richesses qui, comme chacun ne le sait pas, est demi-frère de l'Israélite (d'après la Bible) puisqu'ils sont fils du même père mais pas de la même mère. Avec Sidi Mohamed, pas de révolution des mœurs et coutumes à craindre comme avec Ataturk ; les femmes resteraient voilées *et, surtout, le Marocain se contenterait de son sort...* Les délices du harem pour lui et les affaires sociales et économiques aux malins.

Les offices économiques chérifiens (masques couvrant des coalitions d'intérêts privés) aident aux chasses gardées. Du paternalisme, soit, mais pas d'aventures sociales, c'est-à-dire pas d'assurances sociales, d'allocations familiales, de taxes professionnelles, etc... Un industriel marocain payait, *en tout*, de 8 à 10 % de son chiffre d'affaires *déclaré,* comme impôts. Bref un système idéal expliquant la ruée sur le Maroc des succursales et filiales de firmes françaises métropolitaines. Les prix marocains se mettant à monter au même niveau que ceux pratiqués en France, l'absence d'impôts et des charges sociales permis des bénéfices deux, trois ou quatre fois plus importants que ceux réalisés en France. Avec un sultan bien en main, aucun danger d'évolution. Voilà qui était surtout important pour les supporters de l'ancien Sultan.

Avec un nouveau sultan (on ne pensait pas alors au vieux Ben Arafa — ne parlant même pas le français — que nous imposa le Glaoui) il pouvait en être autrement s'il se laissait gagner aux idées occidentales ou s'il consentait seulement à apposer son sceau sur des décrets préparés par la Résidence.

Ainsi, naquit la cause de base de la querelle des Sultans sur laquelle vinrent se greffer de multiples incidences enterrant l'essentiel dont on ne parle même plus : les sales combinaisons américaines (avouées cyniquement par l'*Evening Post*), les ingérences du Caire, la propagande espagnole (pour le compte des U. S. A.), les rivalités d'intérêts privés, la lutte politique (partisans de Vichy contre résistantialistes), les vénalités de tous ordres et de tous les milieux tant européens que musulmans la spéculation immobilière, la réapparition des hommes d'affaires allemands en 1953, le pacha El Glaoui misant sur les Anglais, etc... Et voilà pourquoi M. Lacoste cafouilla au même degré que son prédécesseur le général Guillaume.

Aucun espoir de mieux stable avec les hommes et les mé-

thodes actuels. Au contraire, chaque jour passant, les chances de la France s'amenuisent. La France n'osa pas jouer la carte qu'Abd el Krim nous a offerte... si étrange que cela paraisse à nos lecteurs. (Je viens d'ailleurs de terminer un ouvrage sur l'aventure très peu conformiste de l'émir riffain). Pour sauver leurs profits, il est exact que des industriels et des commerçants tournent casaque espérant trouver le calme prospère dans le retour de l'ancien Sultan ou de l'un de ses fils !

Moi, je veux bien, mais la France ayant « perdu la face » (délit très grave aux yeux des indigènes et que nous payons en Aurès pour avoir annoncé des représailles qui ne furent pas exécutées) aura décidé de la perte de son empire colonial sans lequel elle ne sera plus rien, que le satellite obligatoire de celui qui fera tinter le plus d'argent.

Devant la carence absolue de M. Lacoste — qui ne sut pas rejeter brutalement les consignes politico-affairistes de droite comme de gauche — le gouvernement français vient de nommer M. Gilbert Granval au poste de résident général du Maroc.

M. Gilbert Granval, bon organisateur, excellent homme d'affaires, est-il qualifié pour le Maroc ? Nous ne le pensons pas. Nous répétons qu'il est impossible de gouverner un pays nord-africain sans une profonde connaissance des questions musulmanes. Or, au Maroc, le fond du problème n'a jamais été abordé publiquement. Je pense que tout ce que j'appris à Tanger, le gouvernement doit le savoir avec la cohorte d'agents qu'il entretient dans la zone internationale.

Résumons : les « nationalistes » marocains nous reprochent d'avoir fait la part trop belle aux Israélites marocains. C'est là, le fond de la bagarre que nous expliquerons en détail un jour. Les Marocains qui mènent grand bruit terroriste sont avant tout, des racistes anti-Juifs et anti-Berbères. Toutes les réalisations sociales tomberont dans l'indifférence et risqueront de flamber tant que « l'esprit » ne redeviendra pas calme.

Si le gouvernement français ignore ou feint d'ignorer l'argument de base du désordre marocain, les Israélites le connaissent très bien, *puisque c'est à la cadence de* 4 *à* 5.000 *par mois*, que, sans passeport, sur simple visa, les Israélites marocains émigrent vers Israël, pour les 9/10, c'est-à-dire les moins riches.

Il nous faudra expliquer par quel phénomène, les commerçants hindous, sous la pression britannique, viennent s'installer petit à petit au Maroc français alors qu'ils se cantonnaient jusqu'à ces derniers temps dans la zone internationale de Tanger en constituant des sortes de communautés commercialo-religieuses.

C'est pourquoi il n'est peut-être pas très politique d'avoir

nommé M. Gilbert Granval dont le véritable nom est Ollendorf (fils d'un ancien éditeur parisien). On semble ne pas connaître les motifs uniquement raciaux de la propagande d'excitation des agents anglais parmi les indigènes nord-africains.

Au dernier moment, le renseignement venant d'un correspondant marocain, toujours parfaitement renseigné sur l'envers du décor, mérite quelque attention.

Corroborant la réserve exprimée plus avant sur les expressions « terrorisme » et « contre-terrorisme », il me fait savoir que « la logique même interdit de rendre responsable le « contre-terrorisme » du meurtre de Lemaigre-Dubreuil ».

« ...Qu'on le veuille ou non, m'écrit-il, une lassitude se manifeste dans certains esprits et le désir d'arriver à un compromis *dans la grandeur et l'honneur français* (c'est mon correspondant qui souligne) est plus grand qu'on ne le pense dans la population européenne de toute condition... Lemaigre-Dubreuil avait subventionné (souvent sans qu'il lui en coutât grand'chose grâce aux placards de publicité de l'huile Lesieur) des organes de diverses tendances dont l'extrémiste de droite *Paris* d'Aymard. En achetant *Maroc-Presse* à M. Jacques Walter, qui paraît ne pas aimer beaucoup les Français ce qui n'empêche sa femme d'acheter la fameuse nature morte de Cézanne, il y a deux ans pour une quarantaine de millions de francs. Lemaigre-Dubreuil marquait son désir de défricher un chemin qu'il espérait acceptable par tous. Sa politique de « la main tendue » (dans le vide avouons-le) *gênait beaucoup plus les irréductibles de l'Istiqlal et Cie* que les adversaires de l'ex-Sultan. *Sa politique pouvait aussi gêner la combinaison,* qui se monte dans l'ombre, entre *Anglais et Berbères du Sud...* En résumé l'homme était bien plus dangereux pour les forcenés de l'indépendance marocaine que pour les Français qui ne réclament que le respect de la présence française au Maroc... »

Et mon correspondant termine par une énigme (pas pour tout le monde) :

« ...Au lieu de surveiller tant de Français, on ferait mieux de pister étroitement quelques milieux espagnols de Casablanca vivant dans l'opulence malgré une absence totale d'occupations avouées et pourtant au mieux avec leur consulat... On finit par se demander, ici, si le temps perdu *ne l'est pas volontairement afin de laisser le temps de s'édifier à de monstrueuses combinaisons étrangères !...* »

Devant lesquelles Marianne n'aura plus qu'à enlever sa culotte ! Nous sommes au courant, nous y reviendrons !

P. F.

L'O. N. U. vue des Etats-Unis

LES ORIGINES MAÇONNIQUES.

L'O. N. U. procède d'une idée maçonnique comme la Société des Nations dont elle est la fille spirituelle.

Lorsque Wilson vint en Europe afin de transcrire ses quatorze points dans les traités de 1919, il pensait créer, sous le nom de ligue des Nations, une conférence des ministres des Affaires étrangères. Les plénipotentiaires anglais voulaient donner le jour à une sorte de Sainte-Alliance démocratique, simple association défensive de plusieurs Etats dont les prérogatives auraient été réduites à de platoniques recommandations.

Mais, les 28, 29 et 30 juin 1917, il s'était produit un fait capital dont ils durent tenir compte : l'adoption par le Congrès dit des Maçonneries des nations alliées neutres (en fait, des seules maçonneries latines) d'un projet de super-Etat dont le parlement aurait été chargé de rédiger la Table des Droits des Nations, comme l'Assemblée constituante avait publié, en 1789, la Déclaration des Droits de l'Homme. La République universelle annoncée, dès 1737, à Fénelon par le F.·. Ramsay, faisait une première et timide apparition.

Le projet des maçons latins, légèrement remanié, fut présenté à la Conférence de la Paix par le F.·. Léon Bourgeois. Il ne fut pas intégralement adopté. A la suite de divers compromis, naquit à Genève une sorte de parlement international qui n'eut pas les pouvoirs d'un super-Etat, mais dont la politique pesa, à différentes reprises d'une façon lourde et quelques fois inopportune, sur les décisions des Etats nationaux.

La Société des Nations devait mourir de sa situation en porte-à-faux : trop influente pour sa faiblesse congénitale, elle fut la victime de plusieurs abandons, de rentrées sensationnelles et finit par ne plus prendre de décisions (sans effets) que sur la traite des blanches et le trafic des stupéfiants. La crise de 1939 lui porta le coup de grâce.

Cependant, les maçons français ne s'étaient pas laissés décourager par leur demi-échec. Dès 1920, ils avait étudié des projets tendant à faire de la Société des Nations une *Société*

des Peuples : ils voulaient, en effet, que la Société ne fût plus une assemblée de représentants d'Etats, mais d'élus au suffrage universel. Au convent du Grand Orient de 1928, le F:. Lucien Weil demandait qu'il lui fut attribué quatre pouvoirs répartis entre un Sénat des Nations, un Tribunal international, un ministère de la Police mondiale et divers organismes économiques, financiers et sociaux.

Ces idées gagnèrent les milieux maçonniques et démocratiques des pays anglo-saxons ; elles trouvèrent, en 1939, leur expression dans un livre publié par Clarence Struit, correspondant du *New-York Times* à Genève : *Union Now*. La *Fédération des Démocraties de l'Atlantique-Nord*, conçue par Clarene Struit, était dotée de pouvoirs considérables : elle pouvait conférer la citoyenneté, battre monnaie, faire la paix et la guerre. Les Etats nationaux devaient lui abandonner l'administration de leurs colonies. Tous ces pouvoirs étaient exercés par un parlement dominé d'une façon trop visible par les Américains.

Roosevelt avait à l'esprit le plan de paix de Clarence Struit lorsqu'il amena Churchill à signer la Charte de l'Atlantique, à Argentia, le 14 août 1941. Quand Staline donna à ce traité une adhésion de pure forme, le 1er janvier 1942, vingt-six nations acceptèrent le projet de création des Nations Unies qui virent le jour, le 26 juin 1945, à San Francisco.

La Charte de 1945 donnait aux Nations Unies des pouvoirs et des responsabilités bien supérieurs à celles de la Société des Nations. Leur caractère d'universalité est bien plus accentué : les représentants de cinquante nations l'ont signé. Aussi, pour faciliter le gouvernement de cette masse énorme, afin de lui donner plus de cohésion, les fondateurs ont-ils confié au Conseil de sécurité « la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales » (1).

Le gouvernement par un comité est normalement plus difficile que par un seul homme; inévitablement, au bout d'un temps très bref, des dissenssions intérieures retardent, quand elles ne rendent pas impossible, la prise de décisions. A ces difficultés classiques, les fondateurs de l'O. N. U. ajoutèrent la règle de l'unanimité qui devait permettre aux Soviets de bloquer toutes les initiatives qui leur déplaisaient en utilisant le droit de veto.

GOUVERNEMENT MONDIAL ET CONVENTION DES DROITS DE L'HOMME.

Conçue par les Francs-Maçons de gauche que sont les Maçons

(1) *The Freeman*, mars 1955, p. 346.

français, soutenue par eux après la création de l'O. N. U. l'idée d'un gouvernement mondial a donc trouvé un commencement de réalisation en Amérique, grâce aux Démocrates de gauche qui donnaient à Roosevelt l'appui le plus sûr. S'ils étaient fiers de cette création, ils ne pouvaient, cependant, pas s'en déclarer tout à fait satisfaits, car l'O. N. U. n'était pas encore le super-Etat international de leurs rêves Aussi fondèrent-ils des associations de propagande pour essayer d'imposer l'extension des pouvoirs de l'O. N. U. et sa transformation en gouvernement mondial.

Dès le mois de mars 1948, le *Committee for a World Constitution* publiait une charte.

Il proposait qu'un président, assisté de six conseillers, élus par un Conseil mondial, forme un conseil de tutelle (*Chamber of Guardians*) et confère à un Président mondial des pouvoirs dictatoriaux qui seraient ratifiés par un grand tribunal et le Conseil mondial. Il souhaitait aussi qu'une armée mondiale remplaçât toutes les armées nationales.

Le Gouvernement mondial déciderait en dernier ressort des questions de frontières. Il veillerait à ce que les « quatre éléments de la vie : la terre, l'eau, l'air et l'énergie, soient la propriété commune de la race humaine ». Il déciderait du caractère individuel ou collectif de l'économie, de la durée et de l'étendue des concessions de richesse à exploiter, suivant « les intérêts du bien commun » (1).

Les échecs retentissants de l'O. N. U. n'ont pas encore permis à cette constitution de voir le jour, mais elle a adopté deux conventions, l'une dite des Droits de l'Homme, l'autre sur le genocide, qu'elle presse ses membres de ratifier. La ratification de la première a causé de nombreuses polémiques aux Etats-Unis où les éléments nationalistes trouvent que certains articles de la convention permettent aux révolutionnaires de violer la constitution américaine et d'imposer aux pays, par le biais d'une harmonisation avec les décisions de l'O. N. U., des lois qui avaient toujours été repoussées jusque-là.

Les termes de la Convention sont très généreux, mais ils pourraient permettre aux inspecteurs de l'O. N. U. ou à ses créatures d'essayer d'imposer l'égalité des races, de contrôler le fonctionnement de la sécurité sociale, l'alimentation, l'habitat et les loisirs ouvriers :

« *Les prescriptions de la Déclaration internationale des Droits*, affirme en effet l'article 48, *seront considérées comme des principes fondamentaux de la loi internationale et de la*

(1) *The Individualist*, 31 mai 1948, n° 280.

loi nationale de chacun des Etats membres des Nations Unies. Leur observation est donc un sujet d'intérêt international et il sera de la compétence des Nations Unies de discuter les violations de la dite Déclaration. » (1)

Il s'est tout de suite trouvé aux Etats-Unis des groupes pour essayer de faire appliquer par la Cour suprême « les principes fondamentaux de la loi internationale » et abroger des lois en vigueur sur le problème nègre. Ainsi, *The Individualist* signalait, le 28 avril 1948, que l'*American Association for the United Nations* avait déposé un memorandum où il était dit notamment :

« Nous avons constitué ce dossier à cause de l'extraordinaire importance des cas présentés ; ils posent, en particulier, la question de la bonne foi du pays dans le respect des intentions de la Charte. Nous croyons que si la Cour devait soutenir la validité des décrets ci-dessous qui imposent des restrictions raciales, les garanties des Droits fondamentaux de l'Homme contenues dans la Charte seraient réduites et que le prestige international du pays serait grandement diminué. »

Les Américains, qui voient avec une certaine satisfaction les spécialistes de l'agitation internationale saper les bases de notre empire, trouvent très mauvais qu'ils opèrent chez eux. Aussi ont-ils retenu avec une certaine amertume que l'animateur de l'A. A. U. N., Eichelberger, était, en outre, l'une des deux fortes têtes de la Commission d'études de l'Organisation de la Paix dont le *Committee on Human Rights,* composé de soixante-quatorze membres, plus ou moins progressistes, avaient été consultés comme experts par les rédacteurs des rapports présentés à Bretton Woods, Dumbarton Oaks, Hot Springs et par ceux de la charte de l'O. N. U. Ces personnages quasi-officiels, prétendaient non seulement modifier le statut des nègres, mais ils brandissaient la convention des Droits de l'Homme afin de briser l'action anti-soviétique et intervenir en faveur des chefs communistes aux prises avec la justice américaine (2).

L'action des amis de l'O. N. U. dans la politique intérieure des Etats-Unis fut assez vite freinée, mais elle s'exerça avec plus de dommage sur le plan des affaires étrangères et lorsque, par hasard, elle voulut le faire pour le bien, elle fut paralysée par les Soviets.

(1) *The Individualist*, 22 janvier 1948, n° 275.

(2) *The Individualist*, 5 mars et 28 avril 1948. — *Headlines*, 24 janvier 1953, p. 14.

LA DIPLOMATIE DE L'O. N. U.

En mars 1946, par exemple, les Nations Unies invitèrent les Soviets à évacuer l'Iran. Ces derniers ne le firent qu'au bout de six semaines, lorsque le Conseil de sécurité eût rendu inopérantes les intrigues de Trygve Lie en leur faveur, mais après s'être donné le temps de mettre en place des agents dans la province d'Azerbaïdjan.

Pendant la guerre civile grecque, les représentants de l'O. N. U. se virent interdire le passage en zone communiste et ne purent se rendre dans aucun des pays d'où les Soviets alimentaient les hostilités contre le gouvernement d'Athènes qui fut en dernière analyse sauvé par une intervention directe de l'Angleterre et des Etats-Unis.

Ces deux expériences auraient dû rendre l'O. N. U. plus méfiante, mais il n'en fut rien. (Car nous évoquons seulement pour mémoire l'accord Renville qui imposa le cessez-le-feu aux Hollandais au moment où ils allaient écraser la rébellion en Indonésie ; la plupart des Américains n'ont pas encore compris que la disparition de l'Empire colonial hollandais avait fait progresser le communisme en Asie. En 1947, le général Wedemeyer avertit le président Truman que les Soviets étaient en train de créer une armée en Corée du Nord et que lorsque celle-ci serait prête, ils demanderaient le retrait de toutes les forces étrangères et feraient occuper la Corée du Sud par les Coréens du Nord, éliminant ainsi les Américains d'un pays qu'ils occuperaient par personne interposée. Pendant deux ans. Truman cacha dans un tiroir ce rapport qui gênait sa politique.

Lorsqu'il fut obligé d'intervenir pour sauver la Corée du Sud, Truman crut habile de se servir du paravent de l'O. N. U. afin de paraître en gardien de la loi internationale et retirer au conflit le caractère d'une rivalité russo-américaine.

Au grand déplaisir des militaires américains, le général Mac Arthur fut prié de planter le pavillon de l'O. N. U. à côté de sa tente et ses troupes, grossies de quelques bataillons britanniques, français et turcs, devinrent « l'armée de l'O. N. U. ». Cette grosse ficelle ne fut d'aucune utilité : les intrigues de l'O. N. U. desservirent constamment Mac Arthur. La « conscience universelle » s'émut à la pensée que ce général pourrait porter des coups sérieux à un Etat marxiste, donc à un ami que l'O. N. U. gagnerait beaucoup à accueillir parmi ses membres ; elle fit interdire au général d'envoyer des avions de reconnaissance au delà du Yalu et d'attaquer les concentrations de trou-

pes chinoises en Mandchourie, privant ainsi les « forces de police de l'O. N. U. » d'un atout essentiel. Pis encore, lorsque Mac Arthur eut l'impression (ou l'illusion) qu'il allait enfin pouvoir écraser les sino-coréens, il fut rappelé sous la pression des Anglais et des agents de l'O. N. U. qui craignirent de voir ce général imposer à l'armée ennemie des conditions trop dures et jeter les bases d'un règlement asiatique dont l'O. N. U. ne serait pas admise à discuter les termes. Les membres de l'O.N.U. restaient impressionnés par le plan de « vingt ans de paix » que venait de proposer Trygve Lie et espéraient, grâce à lui, faire entrer la Chine rouge dans le concert des nations démocratiques.

Les conjurés avaient compté sans la vague de fureur qui souleva les Etats-Unis après le rappel de Mac Arthur. L'agression sino-coréenne avait déjà désillé les yeux les moins ouverts. Ceux qui n'avaient pas voulu peser les conséquences de la conquête de la Chine par les communistes comprenaient enfin que les idéologues de l'équipe de Roosevelt et de l'O. N. U. leur avaient inutilement suscité un ennemi terrible et qu'au moment où « l'opération de police » qu'ils avaient généralement désapprouvée pouvait trouver une fin honorable, le chef prestigieux était brutalement cassé aux gages.

Mac Arthur fit une tournée triomphale à travers les Etats-Unis, tandis que les livres de Chamberlin, de Flynn, de Tansill et de Sanborn écrasaient les Démocrates et que Mac Carthy, dont le tableau de chasse au Département d'Etat était déjà important, projetait un faisceau de lumière sur le personnel de l'O. N. U.

La commission Mac Carran sur les activités anti-américaines reçut le témoignage d'officiers qui déclarèrent que Zinchenko, membre de la délégation soviétique trouvait des agents d'information dans le nombreux personnel de l'O. N. U. et que des secrets militaires importants, de nature à troubler les opérations de guerre, étaient arrivés en Corée du Nord par son entremise (1).

Interrogé, le 24 septembre 1953, Korowiez, délégué de la Pologne, avoua que « l'O. N. U. était considérée comme une des plus importante plateformes de la propagande soviétique dans le monde. »

Le représentant Kunzig lui demanda aussitôt :

« *En d'autres termes, Monsieur, il n'y a aucun désir de collaboration et de création d'un monde meilleur ; seule compte*

(1) *Headlines*, 24 janvier 1953, p. 12.

l'utilisation de l'O. N. U. comme moyen de propagande pour faire progresser le communisme ? »

A ce digne parlementaire, Korowiez répondit sans ambage : « *Oui, c'est tout à fait exact. C'est mon opinion.* » (1).

Ces points acquis, les enquêteurs américains s'empressèrent de passer les membres de leur délégation au crible afin que cessât le scandale d'une mission officielle abusant du pavillon international pour travailler contre son propre pays sur le sol même de la patrie.

Il n'y avait pas lieu de s'étonner que les communistes fussent nombreux dans la délégation américaine, car Alger Hiss, directeur des Affaires politiques du Département d'Etat, secrétaire général de la conférence de San Francisco, avait transmis à l'O. N. U. les noms de 284 candidats, au début d'avril 1946. Or Hiss était communiste et fut condamné comme tel aux travaux forcés quelques années plus tard.

ISRAEL A L'O. N. U.

Un autre personnage avait introduit un certain nombre d'éléments douteux à l'O. N. U. : c'est le sénateur Lehman, ancien directeur général de l'U.N.R.R.A. A l'U.N.R.R.A., où il avait donné aux Juifs de l'Europe centrale et orientale toutes sortes de facilités pour émigrer en France et aux Etats-Unis, il s'était lié avec David Weintraub, qui était devenu, grâce à son appui, chef du service de la stabilité économique des Nations Unies. Au mois de novembre 1952, l'épuration anti-communiste avait déjà frappé onze des amis de Lehman et de Weintraub ; *The Jewish Chronicle* se désolait à l'idée que neuf d'entre eux étaient juifs (2). Weintraub fut, lui-même, obligé de quitter son poste en janvier 1953.

Il y aurait une étude très intéressante à faire sur le nombre des Juifs fonctionnaires de l'O. N. U. ou membres des diverses délégations accréditées auprès d'elle et des organisations internationales qu'elle utilise dans le monde entier. Nous notons seulement en passant qu'en 1950, son secrétaire général adjoint s'appelait Benjamin Cohen (2) et qu'en novembre 1952, le directeur de ses services juridiques, « conseiller direct » de Trygve

(1) Compte rendu de la Commission, p. 2.596. — Cité par *The Freeman*, mars 1955, p. 342.

(2) *The Jewish Chronicle*, 21 novembre 1952, p. 11, et 9 janvier 1953, p. 28.

(3) *The Jewish Chronicle*, 22 décembre 1950, p. 24.

Lie, s'appelait Abraham Feller. Ce haut fonctionnaire se donnait pour « libéral anticommuniste », mais il faut croire que son anticommunisme était bien récent et qu'il craignait fort une enquête sur son passé politique : le 14 novembre 1952, en effet, dans une crise d'affolement, il se jetait par la fenêtre du haut de l'immeuble de Manhattan.

La commission parlementaire d'enquête n'avait pas de raison d'arrêter ses travaux après ce geste désespéré. Trygve Lie donna alors sa démission de secrétaire général. Trygve Lie avait toutes sortes de raisons de craindre une campagne de presse. Ancien membre du Parti travailliste norvégien affilié au Komintern, il devait son poste à Gromyko, délégué soviétique au Conseil de sécurité, qui avait fait écarter le Canadien Lester Pearson, candidat des Anglo-Saxons. A différentes reprises, son action avait été favorable aux Soviets et son ralliement à la politique américaine en Corée était assez récent.



A l'heure actuelle, les Juifs et les Arabes sont probablement les seuls qui aient trouvé un avantage à la création de l'O. N. U.

L'Italie devait recouvrer ses possessions d'Afrique du Nord. L'Angleterre, officiellement tout au moins, se déclarait prête à les lui rendre lorsqu'un vote de l'O. N. U. reconnut l'indépendance de ces territoires.

Les délégués arabes à l'O. N U. agissent contre la France comme ils l'ont fait contre l'Italie. C'est un grand malheur que nos politiciens, saisis de panique irraisonnée, se laissent prendre à leurs intrigues et démantèlent notre empire de leurs propres mains.

Comme les Arabes, les Juifs sont parmi les bénéficiaires du système et l'on comprend qu'au mois d'octobre 1950, ils aient organisé des manifestations internationales en faveur de l'O. N. U. (1).

C'est à l'O. N. U. qu'Israël doit son existence d'Etat souverain. Le partage de la Palestine a été voté par l'O. N. U. le 30 novembre 1947 après quatre jours de manœuvres et de pressions éhontées des Etats-Unis (2). Lors de la première phase de la guerre avec les Arabes, Israël fut sauvé par un très oppor-

(1) *The Jewish Chronicle*, 20 octobre 1950, p. 8 ; 27 octobre 1950 p. 11, et 3 novembre 1950, p. 5. — Consulter aussi *The Jewish Year-Book of International Law* 1948, où des juristes israéliens exposent avec complaisance tous les avantages tirés par leur pays de l'O. N. U.

(2) Voir les articles du *New-York Times*, 26-30 novembre 1947 cités par John Beaty : *The Iron Curtain Over America*, p. 124-125

tun cessez-le-feu ordonné par l'O. N. U. L'Etat d'Israël put alors faire venir en toute hâte des chars de Tchécoslovaquie, s'offrir le luxe d'attaquer ses adversaires sans nouvelle déclaration de guerre et de les écraser. Des « terroristes » israéliens purent même faire sauter le cercle militaire britannique de Jérusalem, la prison d'Acre, le quartier général arabe de Jaffa et assassiner le comte Bernadotte, médiateur de l'O. N. U., sans que la position internationale d'Israël s'en trouvât diminuée.

A la fin de 1949, sous l'influence des Arabes, l'O. N. U. préconisa l'internationalisation de Jérusalem. Or, les Israéliens tiennent essentiellement à faire de Jérusalem leur capitale. Le 9 décembre, *The Jewish Chronicle* publiait un éditorial, lourd de menaces, contre cette décision :

« *Elle peut même mettre en danger les bases des Nations Unis* », écrivait le rédacteur anonyme.

L'O. N. U. ne se sentait probablement pas très solide, car elle ne poussa pas outre et la question du statut de Jérusalem reste sans solution.

C'était une des premières fois que l'O. N. U. décidait de ne rien décider. Elle a, depuis, trop pris cette habitude dans les circonstances graves pour n'être pas discréditée aujourd'hui.

Il y a, cependant, un nombre important de « libéraux » qui ont intérêt à lui redonner du prestige et à la replacer dans le circuit des grandes négociations diplomatiques. Cet hiver, ils avaient espéré lui faire jouer un rôle dans l'affaire de Formose, mais Tchou En Laï a, lui-même, déçu leurs espoirs en s'opposant, le 24 janvier, à toute intervention de l'O. N. U.

L'O. N. U. se survit malgré tout et il est probable qu'elle subsistera encore un certain temps.

Elle survit dans l'indifférence générale, sauf aux Etats-Unis où elle a suscité des critiques passionnées.

Les Américains poussent volontiers les autres peuples à se prêter à des abandons de leur souveraineté, mais ils réagissent avec vigueur dès qu'ils croient la leur menacée. Non sans raison, ils estiment que la Convention des Droits de l'Homme est une menace directe, susceptible de devenir très dangereuse si leur gouvernement et leur Cour suprême de justice passaient aux mains des Démocrates.

Au plus fort de la campagne contre l'O. N. U., en décembre 1952, *The American Mercury* préconisait sept moyens de la « sauver » malgré elle :

1° *Changer les représentants des Etats-Unis.* (Ce serait vrai pour la plupart des autres délégations ; l'atmosphère de Manhattan en serait peut-être assainie, mais cela ne résoudrait pas

le problème fondamental : l'impuissance d'une assemblée internationale, trop éloignée des problèmes qu'elle a à résoudre).

2° *Accepter le fait que l'O. N. U., telle qu'elle est constituée, a l'ennemi en elle-même.* (Autrement dit : Avoir des délégués capables de combattre les communistes dans cette arène comme dans les autres, au lieu de se laisser manœuvrer par eux. Mais il ne faudrait pas que ces délégués fussent démocrates, c'est-à-dire perméables au marxisme.)

3° *Passer au crible tous les délégués à l'O. N. U. et tous ses employés* afin de déceler leurs activités antérieures et leurs attaches éventuelles. (C'est ce que Mac Carran avaient commencé à faire. On sait quel *tollé* cela a soulevé dans les milieux intéressés.)

4° *Réduire les déplacements des communistes affiliés à l'O N. U.* (Les Soviets peuvent imposer des restrictions au déplacement des étrangers en U. R. S. S. ; les démocrates trouvent cela tout naturel ; mais une telle mesure de défense en pays « libre » leur semblerait « fasciste » au dernier degré.)

5° *Obtenir que des réunions de l'O. N. U. aient lieu derrière le rideau de fer* (de façon à ce que la propagande soviétique puisse être mise plus facilement en échec.)

6° *Obtenir que les Soviets et nations satellites prennent leur part des frais réels de l'O. N. U.* (Les Etats-Unis participeraient pour 36,9 % au budget de l'O. N. U., tandis que les Soviets ne paieraient que 9,85 % des frais.)

7° *S'opposer à la tendance actuelle de l'O. N. U. à s'occuper de problèmes économiques plutôt que de politique.* (L'O. N. U. ayant à peu près renoncé à son rôle de super-gouvernement, depuis la guerre de Corée. a donné le pas à l'*Ecosoc* (Economic and Social Council] dont les agents parcourent le monde avec la prétention de créer de meilleures conditions d'existence. Leur action est évidemment nulle dans les pays occidentaux, mais elle s'exerce à notre détriment dans les colonies et pays « sous-développés ». Elle contribue à y développer un marxisme édulcoré, sous prétexte de combattre le communisme. L'anticolonialisme de ces commis-voyageurs ne choque pas beaucoup la plupart des Américains, mais ils trouvent que l'aide économique se traduit trop souvent par des subventions déguisées aux politiciens indigènes « progressistes » et coûte cher aux contribuables des Etats-Unis.)

Ces divers moyens nous paraissent d'une efficacité fort inégale, mais s'ils étaient tous intégralement appliqués, l'O.N.U. n'aurait peut-être tout de même plus qu'à fermer ses portes.

Georges Ollivier.

Histoire contemporaine inconnue

Les dessous de la Révolution anti-péroniste en Argentine

par Pierre NAVARRE.

Personne n'a encore donné d'explication valable sur les causes des graves événements intérieurs d'Argentine. Il est propable que l'on s'abstiendra assez longtemps d'en exposer les motifs réels mettant en cause, d'une part la politique américaine, de l'autre, l'intrusion de la politique vaticane dans les affaires intérieures argentines. Cela, au moment où la diplomatie américaine et les mots d'ordre catholiques poussent conjointement la France à la « décolonisation de l'Afrique du Nord ».

La France possédait le meilleur spécialiste européen des questions sud-américaines. Le professeur Georges Lafond, mort récemment, avait passé la moitié de son existence en Amérique du Sud qu'il parcourait dans tous les sens. Journaliste, écrivain, toutes ses préoccupations restèrent fixées sur cette Amérique latine dont aucun secret, diplomatique ou politique, ne lui était inconnu. Lorsqu'on lui demanda une conférence inaugurale à l'Institut Catholique de Paris, il demanda au recteur si l'église ne serait pas gênée qu'il déclarât que l'avenir de l'Amérique était « un collectivisme à tournure croyante ». On lui répondit « non » et il développa son thème. Il avait deux ans d'avance sur l'actualité.

IL Y A DEUX AMÉRIQUES LATINES

En France, on connait relativement peu de chose sur l'Amérique du Sud, peu de choses sérieuses à part les aventures en Amazone ou chez les réducteurs de têtes coupées. Or, sur cet immense continent, une « révolution » pacifique sans précédent se déroulait. Seuls, les Etats-Unis, l'Espagne et la Grande-

Bretagne, suivaient les événements sud-américains avec attention.

Ce qu'il est convenu d'appeler l'Amérique latine se compose de deux clans : l'Amérique du Sud « portugaisée » (Brésil et Uruguay) et l'Amérique du Sud « espagnolisée », tout le restant. Les deux blocs sont très différents, parfois opposés ; seul, le bloc espagnolisé retient notre attention. Depuis l'avènement de Péron, l'Argentine était devenue le pays-pilote de l'Amérique latine espagnolisée.

Pour des questions d'idéologie internes, longtemps Péron fut représenté comme un « dictateur » avec tout ce que ce mot comporte de péjoratif. Dans ces pays de grandes étendues, qui sont exclusivement des pays de métis et d'Indiens pour la plupart encore mal connus, il est difficile de gouverner sans réunir le maximum de pouvoirs dans un nombre de mains restreint. A 500 ou 1.000 km. de la capitale, un gouverneur de province, isolé par la forêt ou les savanes, ne peut administrer qu'en détenant tous les pouvoirs. Il est aussi puissant dans son fief que le chef du gouvernement l'est dans sa capitale. S'il est fidèle au pouvoir central, tout va bien ; s'il est dévoré d'ambitions c'est le pronunciamento, la rebellion ou le coup d'Etat. Il faut se mettre dans l'idée qu'un pays, *qui n'est pas une nation*, dont les trois-quarts demeurent à l'état primitif, ne s'administre pas comme un pays civilisé, cadastré et recensé. A un million près, personne ne connaît le nombre d'habitants des pays d'Amérique du Sud. Le paupérisme y est beaucoup plus développé qu'en Afrique du Nord et la vie précaire d'un fellah du Hoggar est presque un paradis en comparaison de la condition du péon de brousse ou de steppe vivant misérable au milieu de richesses agricoles ou minières dont il ne soupçonne même pas l'importance. « L'enfer vert » fut décrit par maints voyageurs, nous n'insistons pas.

LE GRAND PROJET SECRET DE PÉRON

Péron ne fut jamais le militaire obtus que l'on se complut à représenter. L'homme avait des idées et même de profondes idées humaines pour lesquelles il résolut de faire la « révolution de l'Amérique latine ». Il partit d'un principe : pour soustraire des millions d'individus à la misère, il leur faut procurer un travail régulier. De quel ordre doit être ce travail puisque ces pays riches en matières premières sont en réalité, les colonies occultes des grands pays étrangers industriels achetant bon marché les minerais et venant revendre très cher les produits manufacturés ? Péron avait son idée, mais pour la réaliser, il

devait sentir toute la foule argentine derrière lui puisqu'il lui faudrait affronter l'égoïsme industriel de nations vivant surtout d'exportations.

Le travail social d'adhésion à une politique, Evita Péron s'en chargea. Elle sortait du bas peuple, elle avait marché nu-pieds. Elle connaissait ses *descamisados.* A l'élite bourgeoise satisfaite de sa fortune import-export, et créant ou défaisant les gouvernements, elle allait opposer un gouvernement appuyé sur la masse demandant du pain, du travail et un peu plus de justice humaine. Inutile de détailler un apostolat que tout le monde connut à son décès. Le professeur Lafond me confia lorsqu'il apprit sa mort :

« C'était le plus grand service qu'elle pouvait rendre à l'œuvre de son mari !»

Que se passait-il donc ?

LE ROLE D'EVITA PÉRON

Dans les églises, le peuple ne priait plus qu'en invoquant Evita au même titre qu'une N.-D. de Lourdes. Un clergé, encore un peu arriéré, absolu au même titre que ses prédécesseurs les Jésuites co-conquérant de l'Amérique du Sud et avides de biens matériels, ne voyait pas sans réticence les foules mettant en parallèle la charité chrétienne et celle du gouvernement. Possesseurs de biens importants, jouissant d'incontestables privilèges, les prêtres catholiques voyaient encore Péron s'attaquer aux trusts argentins (armateurs et miniers en particulier), aux grandes fortunes (par des impôts élevés) principaux soutiens de l'Eglise. Péron minimisait le rôle du prêtre dans la vie publique argentine. Le clergé local — parfois métis — ne mit pas toujours les enseignements de Jésus au-dessus des préoccupations matérielles et le voisinage gouvernement-clergé ne fut jamais des plus compréhensifs. Evita sentit le danger et tenta de rallier les catholiques argentins à la politique de son mari, en rendant une visite au Pape qui la reçut solennellement. (Fait très confidentiel, c'est Evita Péron qui se chargea de trouver un refuge sûr en Amérique du Sud pour les archives et trésors du Vatican, évacués depuis longtemps dans la crainte de nouveaux événements européens.) Mais il y a loin de Rome à Buenos-Ayres et Evita Péron n'était plus là.

Pourquoi la mort d'Evita rendit-elle service à son mari ? D'abord parce que sa sociabilité tournait à la démagogie et que, bientôt, il y aurait eu plus de gens secourus que de travailleurs ; d'où danger pour les caisses de l'Etat. Ensuite, la famille d'Evita

était nombreuse et pas toujours très compétente aux hauts postes auxquelle elle la fit nommer. Certains de ses proches parents se montrèrent vénaux au point que l'un d'eux se donna la mort quand le scandale fut découvert. Toutes les histoires d'Evita trop somptueuse et de sa famille servaient de prétextes pour attaquer le gouvernement Péron et sa politique.

PAYS RICHES ET MISÉRABLES

Péron, pendant ce temps, menait une action personnelle intense pour tenter de souder les intérêts économiques de l'Amérique du Sud « espagnolisée ». Le Chili possède des gisements importants de nitrate et de cuivre. La Bolivie donne de l'étain, du plomb, de l'argent et du cuivre. Le Pérou secrète du pétrole, du cuivre, de l'argent, sans compter son guano. L'Argentine, avec ses céréales et ses élevages, peut donner à manger à ses voisins ; de plus, on a détecté d'importants gisements pétrolifères dans le nord, vers la frontière du Paraguay. Bref, dans l'ensemble, des matières premières capables de constituer une économie industrielle sud-américaine prospère étant donné l'abondance et le bon marché de la main-d'œuvre.

Pour réussir à captiver ses voisins, Péron dut lutter secrètement pendant dix ans. Toutes ces républiques étaient jalouses les unes des autres et n'hésitaient pas à s'entre-tuer pour quelques hectares de terres incultes mal définies par les frontières. De plus, presque tous ces pays vivaient dans la sujétion occulte d'une puissance étrangère ayant pris en régie l'essentiel de leurs richesses naturelles. Péron n'entamait donc pas seulement une lutte pour la compréhension d'intérêts communs, mais aussi une lutte contre de puissants intérêts anglais et américains avalisés par leurs gouvernements. Cette action contre les trusts était si bien menée dans l'ombre qu'un homme comme Léon Jouhaux réclama, le 26 octobre 1945, l'exclusion de la délégation argentine de la Conférence Internationale du Travail sous le prétexte de « fascisme »... alors qu'il s'agissait, en réalité d'un essai de collectivisation.

Péron réussit à obtenir la livraison de l'étain par priorité à l'industrie sud-américaine, à faire édifier de grandes usines de transformations au Chili, etc... (grâce au travail d'un certain nombre d'ingénieurs français). Cette communauté d'intérêts sud-américains n'est qu'à ses débuts. Péron visait plus loin : intéresser activement toute l'Amérique du Sud à son projet, d'où les conférences de Bogota et de Caracas. *Sous l'impulsion de Péron, l'Amérique du Sud s'acheminait vers les Etats-Unis d'Amérique*

du Sud. Tel est le fait révolutionnaire sud-américain (que 999 Français sur 1.000 ignorent) au nom d'un slogan : *Il est inconcevable que le continent le plus riche du monde devienne le plus misérable.* »

L'OPPOSITION ÉTRANGÈRE

Ce plan grandiose de Péron n'alla pas sans complications diplomatiques. Les U.S.A. et la Grande-Bretagne industriels évaluèrent autant l'aspect de la future concurrence que la perte de sources de matières premières. Alors, il y eut des coups d'Etat et des Révolutions dans les pays qui voulurent se joindre au projet Péron. Washington mit l'embargo sur le matériel américain destiné au forage des puits de pétrole argentins ; ce matériel fut refusé à Buenos-Ayres par l'Angleterre. Les campagnes contre le « fasciste » Péron redoublèrent, néanmoins tempérées par l'action sociale d'Evita qui sauva peut-être, à ce moment, le gouvernement de son mari. Péron répondit en « nationalisant » des trusts argentins à caractère international pour mieux défendre des intérêts strictement argentins.

Dans cette lutte fantastique pour procurer du travail aux Sud-américains — dont aucun écho ne vint dans la grande presse — un fait est totalement ignoré : le rôle de l'Espagne.

*
* *

L'Espagne franquiste était alors considérée comme le chien galeux de l'Europe par les « démocraties ». Mais ce pays bénéficie d'un gouvernement stable depuis plus de quinze ans. Son ministre des Affaires étrangères, M. Artajo, paraît subtil et avisé. L'Europe vaticane craque, sauf en Espagne. Une nation ne peut plus vivre seule dans le monde ! Alors M. Artajo se tourna vers l'Amérique latine « espagnolisée », conseilla beaucoup le président Péron et intervient en sa faveur auprès d'autres pays sud-américains. Ainsi, l'Espagne « s'adossait » à un autre continent aux mêmes affinités que les siennes ; elle n'était plus isolée.

Cette diplomatie trouva son plein effet après l'entente américano-espagnole. C'est par Madrid que prirent fin les hostilités Péron-Washington. Chacun lâchant du lest, Eisenhower autorisa le matériel de prospection pétrolière à partir pour l'Argentine. Péron en voulant travailler « seul » à son projet, risquait de sauter. Avec le temps, à condition qu'on le lui laisse, il espérait reprendre son indépendance.

*
* *

A la vérité, les U.S.A. se montrèrent très désireux de renouer avec l'Argentine car Péron menaçait de devenir dangereux. Boycotté par tous, le chef du gouvernement argentin menaçait de conclure des accords avec l'U.R.S.S. et d'appeler des techniciens japonais, voisins que Washington ne prise pas à l'excès surtout sur le continent américain. De plus, des Allemands — les plus irréductibles — trouvèrent refuge sur le sol argentin. Parmi eux, des militaires, des ingénieurs et des industriels fortunés. Il y a aussi des cadres français évincés par l'épuration. Tous assez peu accueillants aux anglo-américains. L'Amérique du Sud (surtout la côte du Pacifique) a beaucoup de Japonais expatriés et des Chinois. Allemands et Français exilés sans espoir de retour, créateurs par tempérament, se montraient partisans de Péron promoteur de l'idée de communauté sud-américaine *indépendante* par... ressentiment politique. Depuis la reprise des relations argentino-américaines, l'enthousiasme ne paraissait pas aussi entier. Derrière les hommes d'affaires américains revenus, on croit trouver le doigt des anciens propriétaires de trusts évincés il y a quelques années. Les mécontentements et les espoirs de revanche se rejoignirent.

BOLIVAR, LE PRÉCÉDENT

Le clergé, relégué à l'arrière-plan par Péron dans les affaires argentines, eut quelques prêches malheureux. Mais, comme dans toutes les rebellions, la question religieuse ne fut qu'un prétexte. D'autres hommes se cachaient derrière le paravent, ceux qui entendaient reprendre leurs biens et ceux qui entendaient ne pas voir naître la communauté sud-américaine afin de la maintenir cliente des marchés étrangers tout en conservant le contrôle de ses matières premières.

Nous ne savons pas encore comment se terminera cette nouvelle « révolution » sud-américaine. Nous n'avons recherché que la vérité sans aucun parti-pris. Il nous faut simplement constater, au milieu de tant d'informatons « dirigées » ou erronées, que Péron avait élaboré un projet profondément humain avec la connaissance des grandeurs comme des servitudes d'un chef dont le métier est de prévenir.

Aujourd'hui, sur toutes les places des capitales d'Amérique du Sud, s'élève au moins une statue de Bolivar, héros sud-américain, celui qui dut s'enfuir et mourir en exil. C'est généralement le sort des pionniers de bonne foi et honnêtes !

Pierre NAVARRE.

Crimes de guerre et propagande

(De notre correspondant à Londres)

Dix ans après la fin d'un conflit gigantesque que Churchill a qualifié d' « *inutile* », ainsi que l'a encore tout récemment rappelé son fils Randolph dans le « *Daily Telegraph* » et d' « *extrêmement facile à arrêter* », comme il l'a dit dans une citation qui ouvre le premier volume de ses « *Mémoires* », dix ans après une guerre dont l'Europe est sortie grande vaincue, et qui fut déclenchée pour satisfaire non le désir d'hégémonie allemande, ou en tout cas pas seulement pour cette seule raison, mais pour assouvir les passions haineuses des clans bellicistes, comme vient de le rappeler l'ancien ambassadeur U.S. à Londres Joseph Kennedy, confident de Chamberlain, dix ans après nous continuons de vivre dans une atmosphère de haine, de mensonges et de propagande. En France par exemple, il y a encore des procès pour « *crimes de guerre* », des « *crimes* » qui remontent à dix ou douze ans en arrière ! A Paris, les clans anti-allemands continuent leur agitation, même après la signature des Accords sur le réarmement germanique, et le « *comité de liaison de la résistance* » s'est réuni afin d'examiner le problème du « *châtiment effectif des criminels de guerre* ». Car la grâce accordée à un certain Korpf a rendu furieux ces Robespierre au petit pied. La Grande-Bretagne connaît encore des excès semblables, surtout dans la presse, mais ils n'ont aucune influence. Il est vrai en revanche que Lord Russell de Liverpool, auteur d'un ouvrage de compilation intitulé « *Le fouet de la Croix-Gammée* » en est à sa dixième édition. Plus de cent mille exemplaires de ce livre condamné par la critique se sont répandus dans le public pour l'empoisonner. A propos : Lord Russell est aussi le collaborateur de la revue « *Etudes Soviétiques* ».

Les crimes de guerre reprochés au IIIe Reich national-socialiste, et dont certains ont voulu rendre collectivement responsables tous les Allemands, ont peut-être existé. L'Histoire jugera. Nul régime ne peut prétendre à la perfection. La Gestapo était, comme toutes les polices du monde, horrible. Encore l'autre

jour, dans le « *Daily Herald* » de Londres, on pouvait relever ce titre couvrant un fait divers britannique : « *L'ex-sergent était aussi dur qu'un membre de la Gestapo.* » Cependant, l'exploitation systématique de certaines monstruosités, probablement grossies à l'excès, et pour les besoins de la cause, a eu et a encore d'une part une cause purement commerciale, et d'autre part des raisons politiques. L'étrange littérature qui a depuis 1945 inondé le marché des livres ne saurait, à cet égard, laisser aucun doute. Le quotidien « *Combat* », en date du 11 février 1955, révélait qu'un « *ancien interné de la Résistance* » (?), dont le métier est de s'occuper d'enfance et d'éducation, a distribué à un petit nombre d'exemplaires un document intitulé : « *Etude de quelques ouvrages caractérisés* par des récits de cruauté sadique ayant pour cadre la guerre 1939-1945 ». Le chroniqueur de « *Combat* » notait : « *On en vient à penser que les plus horribles scènes rapportées par Kogon, Rousset et d'autres des camps de concentration n'ont servi ici que de points de départ à un délirant esprit de commerce et de bassesse pour qui la vérité historique, même inimaginable, ne saurait être rien d'autre que l'occasion de fonder un genre* « littéraire » *et de fabriquer à la chaîne des récits où ce qui nous fait trembler de honte et de peur devient motif à exploitation.* » Et le chroniqueur ajoute, en conclusion : « *Nous nous inquiétons de savoir si pareille exploitation de la Résistance et de la guerre trouvera la fin qu'elle mérite avant d'avoir inondé les kiosques et les librairies.* » Mais cette inondation s'est produite depuis longtemps. Le « *Munchener Illustrierte* » a pu écrire : « *Dix ans après la fin de la guerre, on mène en France une propagande anti-allemande renforcée. Cette action n'est pas officielle, mais on peut s'étonner que les autorités ferment les yeux. Des millions d'exemplaires de livres présentent la femme allemande comme sadique, criminelle, tyrannique, etc.* » Depuis 1950, cinq cents ouvrages du genre auraient été publiés, depuis « *Le gauleiter sanglant* » jusqu'à « *Fraulein Gestapo* ». L'Illustré munichois observe « Derrière des pseudonymes à consonance allemande se cachent des scribouillards qui n'ont d'autre but que d'empester l'atmosphère entre les deux pays. » Une littérature assez semblable pousse à Londres. Un éditeur de renom vient ainsi de publier une espèce de roman documentaire, « *Where the Frest Grass Grows* », dans lequel un certain Brian Cooper évoque des massacres de Juifs sur la frontière germano-polonaise par des nazis. L'ouvrage, politico-sentimental, est présenté en ces termes par le « *Daily Mail* » : L'héroïsme d'une femme illumine les ténèbres d'une

horreur bestiale. » On voit le genre. C'est toujours le même, et il a enrichi pas mal d'éditeurs et d'auteurs sans scrupules.

L'exploitation politique de crimes supposés ou reconnus, toutefois, atteint un degré infiniment plus grave. Une partie de la politique française est basée sur le souvenir de victimes, centaines ou milliers, disparues lors de l'écroulement du IIIe Reich. C'est une politique évidemment fausse, car on ne saurait envisager l'avenir en fonction du passé, et d'autre part il s'agit de s'occuper de préserver les vivants, non d'entretenir la haine autour des morts. Mais M. Rémy Roure, le transfuge du « *Monde* », ne pense pas ainsi : « *Comment serait-il possible d'oublier ?* » Pour lutter contre cet oubli, on continue de cultiver la haine, mais à des fins politiques cette fois. La division de l'Europe fait en effet la force du bolchevisme. Dans le « *Monde* » du 4 mars 1955, Eugène Aronéanu, qui fut expert à Nuremberg et qui est l'auteur de la doctrine « *crime contre l'humanité* », publie un article : « *Pour que cessent les crimes contre l'humanité* ». Il s'agit exclusivement de crimes allemands, dont M. Aronéanu veut empêcher à tout prix le retour. Mais l'expert ne souffle mot de l'univers concentrationnaire soviétique, des tortures chinoises, de la monstrueuse destruction de Dresde, de l'anéantissement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki. Il en est de même de la Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale. Elle publie un numéro spécial sur le « *système concentrationnaire allemand* », comme si ce « *système* » ne trouvait pas ses origines dans la guerre des Boers et en U.R.S.S., et comme si, par la suite, on ne l'avait pas copié en France, en Grèce et dans les « *démocraties populaires* ». D'ailleurs, les historiens de la Revue précitée, qui sont surtout des partisans, n'ont bien entendu tenu aucun compte du livre fondamental de Paul Rassinier, « *Le Mensonge d'Ulysse* ». Ce sont des historiens qui travaillent pour le souvenir, selon le vœu de M. Roure.

Toujours selon le vœu de M. Roure, on a fait visiter à douze mille enfants des écoles (selon une information du « *Daily Telegraph* ») l'exposition de la Résistance et de la Déportation, dont des vues furent transmises sur l'écran de la télévision. Le Musée Grévin et le Salon londonien de Mme Tussauds sont nettement dépassés. M. Henri Magnan, pour sa part, s'en tient à la Pologne et à Auschwitz-Birkenau. Envoyé du « *Monde* », il a visité la bourgade polonaise d'Oswiecin : « Quoi qu'il arrive désormais, note-t-il, elle gardera le nom tragiquement double du plus grand de tous les crimes commis jusqu'à ce jour dans l'histoire du monde : Auschwitz-Birkenau, où quatre millions d'assassinats furent prémédités par les nazis, à l'encontre des

Juifs particulièrement. » Quatre millions ? Et prémédités ? M. Magnan, qui est un ami d'Ilya Ehrenbourg et un admirateur de Bertold Brecht, a la plume audacieuse. Il ne signale d'ailleurs pas ses sources. Relevons que dix-sept pays étaient représentés au pèlerinage d'Auschwitz auquel assista M. Magnan. Or, c'est le communiste Cyranukiewicz, du gouvernement fantoche de Varsovie, qui présidait. Avant de se rendre en Pologne, M. Magnan avait (« *Combat* » du 8.2.55) recueilli les confidences de Marie Elisa Nordmann-Cohen, présidente de l'Amicale d'Auschwitz, venue déjeuner chez lui. Sans doute est-ce Mme Nordmann-Cohen qui lui a fourni l'indication des « *quatre millions* » d'assassinats « *prémédités* ». Finalement, signalons que le même Magnan, dans « *Combat* » (17.5.55), a lâché cette phrase : *Varsovie totalement rasée par ordre de Hitler.* » Une confidence du communiste Cyranukiewicz, probablement. Il y a eu Auschwitz, « *le plus grand de tous les crimes* », mais l'on ne saurait négliger pour autant Buchenwald, qui est également important. Du moins est-ce le point de vue de M. Smadja, le Juif tunisien qui dirige « *Combat* », et qui, en date du 21 avril 1955, a publié un récit d'un certain Robert Pimienta, fièrement intitulé « *Je reviens de Buchenwald.* » Deux curiosités sont à relever. M. Pimienta écrit : « *...Là où des bourreaux monstrueux, indignes du genre humain, exterminèrent de la façon que l'on sait...* » Et encore : « *Hommage dérisoire à ceux que l'on fit périr comme on sait !* » Ces « *on sait* » illustrent, mieux que toute critique, les méthodes de ceux qui travaillent dans le cadavre. Et puis : à supposer que l'on ne sache rien ou que l'on ait tout oublié ?...

Mais le récit de Robert Pimienta est surtout significatif parce qu'il prouve abondamment, et sans doute involontairement, l'exploitation communiste et soviétique des « *crimes de guerre* » et de la haine contre l'Allemagne. Comme pour Auschwitz, il y eut pèlerinage à Buchenwald. Or les délégués soviétiques y furent nombreux, en particulier la camarade Kosmodemjskaia, laquelle rappela les paroles de sa fille avant de s'engager chez les partisans : « *Crois-moi, la victoire sera nôtre car la vérité remporte toujours la victoire.* » Cette façon d'insinuer que la vérité est bolcheviste n'a nullement choqué l'émissaire de M. Smadja qui, après avoir approuvé la condamnation des Accords de Paris par les participants au pèlerinage, écrit froidement : « Nous voici face à face avec cette vision bouleversante de voir soldats français et généraux hitlériens partir en guerre contre l'Union soviétique qui a joué le rôle essentiel dans la libération de la France. » Cette citation est textuelle. Elle prouve de manière définitive que la scandaleuse propagande faite autour de

certaines atrocités qui se produisirent sous le couvert du IIIe Reich (comme il y en eut d'ailleurs tout au long de l'Histoire dans tous les pays du monde victimes de la guerre) est une propagande d'inspiration essentiellement communiste dont les desseins servent exclusivement à la politique soviétique. De Lord Russell, collaborateur d' « Etudes soviétiques », à Robert Pimienta pour qui la France a été « libérée » par l'Armée rouge, c'est la même propagande contre l'Allemagne, donc contre l'Europe et par conséquent pour l'U.R.S.S., qui continue.

Certes, la propagande anti-allemande et la haine du voisin ne datent ni de 1945, ni de 1939. La France semble s'en être fait une spécialité chronique. La romancière Marie Mauron, dans un article de la « *Revue générale* » (et reproduit par l'hebdomadaire bruxellois « *Europe-Magazine* »), rappelait comment fut traité en 1914, c'est-à-dire avant de devenir « *l'honneur de la France* », l'Alsacien Albert Schweitzer. Voici ces lignes édifiantes : « Avec sa femme et une fournée d'autres Alsaciens, Albert Schweitzer fut amené en wagon à bestiaux à St-Rémy-de-Provence, ma ville, pour y être interné à titre de prisonnier civil. C'est le couvent-hospice d'aliénés qui devint la prison de ces suspects, Français aux yeux de l'Allemagne, Allemands à ceux de la France. Dans cette troupe lamentable et hagarde passa, baluchon sur l'épaule, anonyme parmi cent autres, le grand Schweitzer encadré par des flics. Je n'oublierai jamais cette vision. ...Le premier émoi émoussé dans Saint-Rémy, et ces « *indésirables* » parqués tant bien que mal, on leur permit de sortir dans la journée, sauf à rentrer à heures fixes, tôt le soir pour l'appel avant le coucher du soleil, la soupe claire et les verrous. S'ils furent d'abord enchantés de cette demi-liberté, bientôt ils déchantèrent. Aux premiers pas dehors, une rumeur naissait, s'enflait et les accompagnait : « *Boches ! Racaille ! Espions qui mangent notre pain ! Lâches bien à l'abri quand les nôtres se font tuer !* » ...On cracha à terre, on montra le poing sur le passage de ces Boches puisque de tant d'injures, ils ne comprenaient guère que les gestes. Les plus forts d'entre eux firent front et espérèrent amadouer ce peuple en buvant, ça et là dans le mas, pour quelques piécettes, le vin qui, faute d'hommes, restait dans les barriques alors que la vendange se gonflait au soleil. Nos paysans empochaient leur argent et les méprisaient davantage : « *Sacs à pinard, par-dessus le marché !* « Les plus sensibles ne se montrèrent plus, et parmi eux, les femmes qui avaient fini par apprendre le sens des mots « *vache* » et « *putain* » dont on ne leur faisait pas faute. »

En Grande-Bretagne, un exemple de propagande stupide a été récemment fourni par l'organe socialiste « *Daily Herald* ». Com-

mentant la publication par un éditeur londonien de l'ouvrage « *Hitler était mon ami* », d'Heinrich Hoffmann, le photographe attitré du Führer, John Webb écrivait que, osus la seule raison que ce livre avait paru précédemment dans un hebdomadaire allemand, on le publiait maitenant à Londres, et que cette raison était tout de même insuffisante. « Voulons-nous vraiment connaître tous les détails fastueux de la vie de perversion d'Hitler ? » demandait le « *Herald* ». Or il se trouve que cet ouvrage, accompagné d'une centaine de photos, a paru l'an dernier en feuilleton dans le londonien « *Illustrated* ». Et l' « *Illustrated* » est publié par la même firme que le « *Daily Herald* »...



La campagne anti-allemande, et anti-européenne, qui est l'un des plus beaux fleurons de la victoire démocratique et bolcheviste de 1945, a commencé et s'est développée dans cet après-guerre à l'occasion et à la faveur du procès de Nuremberg.

Sur le procès de Nuremberg, Maurice Bardèche a écrit deux livres remarquables et définitifs. Mais depuis leur publication, les jugements pour « *crimes de guerre* » n'en ont pas moins continué. La propagande anti-allemande n'a pas désarmé. Et l'on se souvient que lors du débat sur la C.E.D. à l'Assemblée dite nationale, cette propagande battit une fois de plus son propre record. Il y a quelques années, au Parlement de Tokio, M. Shigeo Odachi, alors ministre de l'Education, s'écriait : « *Les procès pour crimes de guerre ressemblent à des fêtes de cannibales organisées par les vainqueurs après une lutte entre cannibales rivaux.* » Plus sérieusement, M. Aldo Dami, dans la « Gazette de Lausanne du 19 janvier 1955, a entrepris de démontrer, à propos du procès de l'Alsacien Ernst, la fragilité de l'accusation de « *crime de guerre* ». Voici un extrait de cet important article : « Le cas récent de Robert Ernst illustre à merveille d'une part le caractère unilatéral de notre information, d'autre part à quoi on s'expose lorsqu'on s'écarte des normes de droit universellement reconnues. Tout semblait avoir été dit, pourtant, sur l'étrange jurisprudence de Nuremberg et ses séquelles, à commencer par la loi française de 1948, qualifiée de « monstruosité juridique » par le professeur Carry ou M. Pierre Boissier, chez nous (c'est-à-dire en Suisse), mais aussi par d'éminents juristes français comme de la Pradelle ou Donnedieu de Vabres. » M. Dami poursuit : « On peut classer ces énormités sous huit chefs principaux : 1. la rétroactivité ; 2. son contraire, c'est-à-dire l'anticipation par rapport à un droit futur, idéal, hypothétique, tel

qu'il fut créé ultérieurement, en partie, par la Conférence de Genève ; 3. la culpabilité collective ; 4. l'obligation de faire la preuve de l'innocence ; 5. la primauté du droit national du pays-juge, ou du for où fut commis le délit, sur le droit national ou militaire de l'accusé et, mieux encore, sur le droit international ; 6. l'obligation faite au tribunal d'être constitué en majorité de « résistants », c'est-à-dire, en l'occurrence, de mandataires des victimes (à un double titre, ainsi, le tribunal est à la fois juge et partie, et son président, à la fois président et procureur) ; 7. l'absence de toute représentation des neutres ; 8. le fait enfin que l'infraction qualifiée de crime de guerre ne peut avoir été commise que par l'ennemi — en fait le vaincu. Encore faut-il distinguer ici-même : ne peuvent avoir été criminels de guerre que des ressortissants allemands ou japonais ; mais non pas italiens par exemple, ni citoyens des pays autrefois satellites de l'Axe, pour ne pas citer les Russes ! » M. Aldo Dami continue : « Le tout, sans parler de l'épineuse question des otages (passée sous silence par le droit international), de celle des armes « *aveugles* » y compris l'aviation (contrairement au massacre « *nominatif* », un bombardement « terroriste », même préalable et destiné à étouffer dans l'œuf toute résistance, n'est pas punissable) ; enfin, de l'absence totale de distinction entre les pays neutres, ou non-belligérants, envahis par surprise (et où la résistance civile, œuvre de francs-tireurs interdits par le droit international, suivait du moins une première violation de ce droit — l'invasion elle-même — par l'agresseur) et, d'autre part, les pays qui avaient déclaré la guerre, ou reçu une déclaration de guerre ou qui, enfin, avaient signé un armistice en bonne et due forme, leur interdisant toute poursuite des hostilités, à plus forte raison civile. »

En ce qui concerne Ernst lui-même, M. Dami observait : « Au bout de neuf ans de cellule sans condamnation ni même jugement sur le fond, il fut enfin libéré, voici près de deux ans. Mais ce fut pour jouer avec lui comme le chat avec la souris : il fut arrêté à nouveau au moment où il s'apprêtait à franchir la frontière allemande. Il fallait en effet une nouvelle arrestation pour que les autres griefs pussent entrer en jeu...» Ces méthodes furent souvent répétées. Et l'on sait combien fragiles furent toujours les chefs d'accusation. Le 30 septembre 1954, le « *Monde* » publiait, sous le titre « Deux anciens collaborateurs de Pucheu sont acquittés par le tribunal militaire de Bordeaux », la note suivante : « L'accusation reposait sur un coup de téléphone et une signature dont il a été prouvé qu'elle était apocryphe. » M. Aldo Dami, en conclusion de son article, rap-

pelle encore ce cas : « Enfermé dans Brest, Ramcke s'était trouvé totalement coupé de ses subordonnés, sur lesquels il n'avait plus aucune action possible. Il partagea ses derniers vivres avec la population qui, loin de la maudire, le bénit, comme il résulte des témoignages apportés au procès. Mais il n'en passa pas moins cinq ans dans un cul de basse fosse, dont deux dans une cellule où il ne pouvait même pas se tenir debout. » Au sujet des bombardements terroristes qu'évoque en passant M. Dami, il convient de souligner que les pseudo-juges de Nuremberg ne signalèrent même pas ce crime de guerre affreux, cette honte des démocraties, le bombardement de Dresde (13-14 février 1945). Les pluies de bombes incendiaires et explocives, de bombes au phosphore déversées plusieurs heures durant par neuf mille avions alliés sur la « Florence de l'Elbe » bondée de réfugiés, et qui, en plus de l'anéantissement de la ville, causèrent la mort de six cent mille personnes (chiffre indiqué par Dominique Auclères, du « *Figaro* ») n'ont pas semblé aux pseudo-juges de Nuremberg aussi terribles que Dachau ou Buchenwald. Ni la destruction de Cassino. Ni celle de tant d'autres villes au passé prestigieux. Ni le torpillage, dans la nuit du 30 au 31 janvier 1945, par des sous-marins soviétiques, du bateau « *Gustloff* » qui évacuait de Gdynia encerclé par les rouges des civils, femmes, enfants et vieillards, et au cours duquel six mille personnes moururent dans les eaux glaciales de la Baltique. Ni les charniers atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. Ni les déportations à l'Est.

Pour les défenseurs de la « *conscience universelle* », il ne peut y avoir de « *crimes de guerre* » qu'allemands ou japonais Quand M. Mendès, pendant la guerre, bombardait Paris à bord d'un avion britannique (comme l'a rappelé le « *Recorder* » du 18 juin 1955), c'était un grand exploit militaire. Mais des bombes lâchées par erreur sur Guernica lors de la guerre d'Espagne est un crime, qu'on attribue à la Luftwaffe. Les apôtres de la « *conscience universelle* » n'ont d'ailleurs toujours pas dénoncé la détention illégale par l'U. R. S. S. de plusieurs centaines de milliers d'Européens. M. Albert Camus proteste parfois, mais seulement lorsque les victimes sont des pauvres types utilisés par les communistes. Et M. Roure n'a jamais entendu parler de l'enfer de Vorkuta, comme M. Magnan, en dépit de son voyage en Pologne, ignore tout de Katyn et de Vinitza.

Dans la lutte pour l'Europe, pour son union et pour sa liberté il est nécessaire de faire justice de la campagne de haine qui a accablé et accable encore l'Allemagne depuis 1945. Comme certains des textes que nous avons cités au début le montrent abondamment, l'exploitation des cadavres est une spécialité

communiste. Pour paralyser l'entente européenne et la nécessaire réconciliation franco-allemande, les communistes et leurs alliés recourent sans cesse à un passé malheureux, à des crimes exagérés, à des atrocités souvent fabriquées, afin d'entretenir la haine, la discorde et la guerre civile. On ne prétend pas que tout, au temps du III[e] Reich, fut beau et parfait, mais ce n'est pas aux destructeurs de Dresde, aux complices des Soviets et aux assassins de Pierre Laval de juger. L'Histoire, seule, a ce pouvoir. Et l'Histoire réserve des surprises. Dans un récent numéro du « *Figaro littéraire* », et à propos du livre de Gérard Walter sur Néron, M. Pierre Audiat vient d'affirmer que Néron n'a pas incendié Rome, qu'il n'y est pour rien, et qu'il n'est pas non plus responsable des supplices infligés aux martyrs dans le Cirque. Or il a été publié, au sujet de l'Allemagne, un livre accusateur intitulé « *Les Jardins de Néron* ». L'accusation s'écroule donc d'elle-même. Ne restent, en définitive, que la haine des faibles, le fanatisme des ignorants et l'exploitation communiste des cadavres.

Pierre HOFSTETTER.

L'arme atomique est défensive

I. — *DE LA BOMBE D'HIROSHIMA À L'ARME ATOMIQUE TACTIQUE.*

Le 6 août 1945, à 8 heures, les Américains disposent de deux bombes atomiques : celle qui va être larguée sur Hiroshima et celle qui le sera, le 9, sur Nagasaki. La puissance de chacune, que l'état de la technique ne permet pas alors de réduire, équivaut à l'énergie libérée (1) par l'explosion de 20.000 tonnes (20 Kt.) de trinitrotoluène (TNT) ; leur réalisation a coûté 2 milliards de dollars (le prix de 9 jours de guerre) elles ont exigé le travail de 125.000 personnes.

Un projectile si rare et coûteux n'était susceptible d'un rendement admissible que contre de grandes et denses agglomérations humaines (plus de 100.000 habitants dont 4 à 500 à l'hectare), métropoles et centre industriels des arrières où les effets de destruction matérielle seraient grossis par ceux de l'imagination ; c'est-à-dire, grâce à un mode d'emploi baptisé, ultérieurement et assez faussement, stratégique alors qu'il eut été beaucoup mieux dit : terroriste.

Tant que les U. S. A. eurent le monopole de la bombe sa seule menace suffit à frapper d'inhibition l'adversaire éventuel. Et il n'est pas convenable d'oublier que l'Occident, mis en grand péril par l'insane politique de Roosevelt et le désarmement prématuré des Américains, ne fut alors protégé que par son ombre portée.

Lorsque l'U.R.S.S. fut en possession du secret nucléaire (ce qui était inévitable à échéance plus ou moins longue parce que la science positive est une, que tous ses chercheurs partent des mêmes prémisses et que les techniques

(1) Et non leur effet, car celui de 20.000 bombes d'une tonne de T. N. T. réparties judicieusement serait bien plus considérable.

en dérivant avancent partout à des allures voisines) ; lorsque la rationalisation eut rendu les fabrications plus rapides et moins coûteuses ; enfin, lorsqu'on eut dépassé le stade un peu puéril des supputations sur la durée de l'avance américaine, fatalement précaire ; on tenta d'imaginer la forme que prendrait un conflit atomique.

Si massive que puisse être une agression terroriste, elle n'entraînerait pas l'anéantissement total et instantané du potentiel d'un immense empire comme les U. S. A. ou l'U. R. S. S. ; d'autant que sa seule possibilité a très vite provoqué, comme il en fut pour tous les moyens de guerre nouveaux, l'apparition de mesures appropriées de renseignement, de protection, de parade à efficacité, certes partielles, mais réelles. Elle provoquerait des représailles immédiates du même ordre de grandeur et aussi peu décisives. Ce gigantesque bombardement, par lequel les deux protagonistes tenteraient d'épuiser leurs volontés et leurs ressources, n'éviterait pas une lutte de type classique en Europe. Bien au conraire ! L'U. R. S. S., menacée de voir son potentiel s'épuiser, jetterait ses forces combattantes dans une véritable fuite en avant, à la recherche d'une bataille décisive avec ses adversaires continentaux à peu près réduits à eux-mêmes parce que leur puissante alliée d'outre-Atlantique se trouverait à demi-paralysée par son duel nucléaire (et, accessoirement, l'action des sous-marins). Dès que la bombe cessa d'être un monopole, les amis européens des U. S. A. cessèrent donc de se sentir protégés par son ombre et firent pression pour qu'elle ne fut pas employée dans les conflits locaux (Corée, Viet-Nam) qu'elle eut risqué de généraliser et où les objectifs payants étaient du reste, rares. De leur côté, les deux grands protagonistes furent amenés à considérer qu'on ne se bat pas pour tuer ou détruire le plus possible mais pour imposer sa volonté Seuls, dans l'histoire, les grands conquérants nomades (Attila ou Gengis-Khan) ont agi autrement parce qu'ils rêvaient de substituer leur mode de vie à celui des sédentaires. Or, si l'U. R. S. S. s'est créé un monde éthique particulier, elle a adhéré, avec enthousiasme, à la civilisation matérielle créée par l'Occident ; elle ne saurait donc ambitionner d'anéantir systématiquement des biens qui pourraient devenir de précieux butins. Quant aux U. S. A.;

ils savent que, pour avoir, en 1944-45, avec des moyens moins dévastateurs, mené une guerre de destruction dans l'Europe de l'Ouest, il leur a fallu la reconstruire en grande partie à leurs frais, non pas seulement par grandeur d'âme et charité chrétienne, mais surtout pour rétablir l'équilibre mondial à leur prospérité.

Depuis quelques années, de nombreux esprits sont arrivés à cette double conclusion que la guerre nucléaire terroriste ne supprimerait pas les luttes militaires classiques et qu'elle est d'ailleurs improbable parce que conduisant à des conséquences absurdes. Dès lors, l'adaptation des projectiles atomiques à un emploi normal, sur le champ de bataille, en liaison avec les autres armes, est passée en première urgence. Certes, cela n'a pas empêché de réaliser des bombes A de fission (à l'uranium ou au plutonium) analogues à celles d'Hiroshima ou de Nagasaki mais d'une puissance dépassant 100 Kt. et même des bombes H de fusion (aux isotopes de l'hydrogène) égalées à 10.000 Kt. Mais, seront-elles jamais utilisées ? Le problème posé par le projectile d'emploi tactique normal était, par certain côté, plus difficile à résoudre. Il fallait, en effet, en l'adaptant à ses objectifs, réduire sa puissance à moins de 20.000 tonnes pour diminuer la marge de sécurité imposée aux troupes amies ; or, on se heurtait au barrage de la massé critique. A l'échelle de la physique nucléaire, la matière est discontinue et les calculs portent sur des probabilités de rencontre entre particules infinitésimales ; on conçoit donc qu'au-dessous d'une certaine masse de matière explosible, il faille compter avec des ratés. Quoi qu'il en soit, les Américains sont parvenus à réaliser des projectiles à destination tactique d'une puissance de quelques Kt. et, dès maintenant, on a pu fixer les servitudes et les règles d'utilisation sur le champ de bataille des projectiles d'efficacités comparables à celle des premières bombes (20 Kt.).

II. — *DÉFENSEURS ET ASSAILLANTS DEVANT LA MENACE ATOMIQUE. PRIME A LA DÉFENSIVE.*

On a tant entendu répéter que tout progrès de l'armement finissait par favoriser l'offensive que, malgré l'écla-

tant démenti infligé, à cet adage, par la mitrailleuse au début de la guerre de 1914-18, on est toujours étonné d'entendre affirmer le contraire. Cependant, maintenant que sont tombés dans le domaine public des renseignements précis sur l'efficacité des bombes de 20 Kt. (1), je compte démontrer que l'emploi tactique de l'arme nucléaire jouera au plus grand profit de la défensive.

Un projectile atomique peut être amené à son but de quatre manières: par avions, par canon, par fusée d'artillerie par fusée téléguidée ; cela ne change rien à son efficacité et influe relativement peu sur sa précision. Il agit par souffle (comme tout autre explosif), par chaleur et par radiations. Il peut exploser au sol ou dans l'air. Au sol, il produit des effets d'une grande puissance et d'une certaine durée mais localisés (entonnoir d'un rayon de 100 mètres et d'une profondeur égale, bourrelet de déblais épais de 50 mètres, le tout fortement radio-actif, sol fissuré jusqu'à 600 mètres du point d'impact et souillé jusqu'à 2.000 mètres environ par la retombée des poussières radio-actives qui peuvent en outre être entraînées, dans le lit du vent, jusqu'à 5 ou 6 kilomètres) ; la radio-activité s'atténue vite et la zone contaminée peut être traversée par des véhicules et des hommes revêtus d'effets spéciaux après 12 minutes ; le rayonnement thermique intense et instantané (de 3.000 à 4.000 degrés pendant 0,3 à 3 secondes) est limité au cratère et à ses abords immédiats. L'explosion à 600 mètres d'altitude, qui semble devoir être le mode d'emploi normal et même exclusif dans l'offensive, a des effets instantanés mais beaucoup plus étendus, particulièrement par temps clair : dans un rayon approximatif de 2.200 mètres autour du point de projection de l'explosion sur le sol, les troupes à découvert subissent des pertes telles qu'elles sont incapables de poursuivre le combat ; cette surface est réduite de près de moitié pour les formations abritées dans des trous d'homme ou des tranchées étroites et profondes ; les équipages des blindés bénéficient d'une immunité analogue ; ils peuvent même s'avancer jusqu'à 750 mètres de la

(1) Voir en particulier : « Atomic Weapons in Land Combat », par les colonels G.-C. Reinhardt et W.-C. Kintner, de l'Armée U. S. — « The military service Publishing Company ». Herrisburg. Pensylvanie. Août 1954.

verticale passant par l'explosion en s'exposant à certains effets différés de la radio-activité et ce n'est qu'en deçà de 650 mètres que leurs appareils souffrent de détériorations irréparables sur place.

Dans nos conceptions tactiques antérieures aux préoccupations atomiques :

— Une division d'infanterie de 17.000 combattants ayant mission de se défendre sans esprit de recul s'établit sur un front de 7 à 10 kilomètres et une profondeur égale, soit une surface de 7.000 à 10.000 hectares et une densité de 2,4 à 1,7 à l'hectare ;

— Une division d'infanterie en formation d'attaque renforcée de 8 groupes d'artillerie (en tout : 22.000 combattants dont 605 sous cuirasse et 129 véhicules blindés de combat) (1) se voit affecter un front normal de 3 kilomètres et s'échelonne sur 3 ou 4, soit une surface approximative de 1.000 hectares et des densités, à l'hectare, de 21 hommes à poitrine découverte, 0,6 sous cuirasse et 0,13 véhicules blindés de combat ;

— Une division blindée de 16.000 combattants dont 1.721 sous cuirasse et 417 véhicules blindés de combat (chars, engins de reconnaissance, obusiers auto-moteurs) se porte à l'attaque sur 2 km. 5 de front et 4 de profondeur soit une surface de 1.000 hectares et des densités à l'hectare de 14,3 combattants à poitrine découverte, 1,7 sous cuirasse et 0,4 véhicules blindés.

Calculons les dommages moyens que pourrait provoquer un projectile atomique de 20 Kt. tombant au milieu de chacun de ces dispositifs :

— Division d'infanterie en position défensive — Le cercle dans le lequel les troupes seraient mises hors d'état de continuer le combat couvrirait 380 hectares où seraient dispersés de 650 à 900 hommes, la valeur d'un bataillon.

— Division d'infanterie en formation d'attaque — Le cercle de neutralisation absolue engloberait toute la surface tenue par la grande unité ; pratiquement, elle serait anéan-

(1) Du régiment de reconnaissance et du régiment de chars divisionnaire. Je n'ai pas fait cette distinction au paragraphe précédent parce que les équipages de blindés bénéficient d'une protection analogue à celle des fantassins enterrés.

tie ; seules ses formations blindées, si elles se trouvaient heureusement placées, auraient des chances de rester cohérentes.

— Division blindée — La totalité du personnel à poitrine découverte serait mise hors de cause ; une cinquantaine de véhicules blindés, détruits ou durablement endommagés ; un tiers des équipages, tués ou blessés ; un autre tiers, à évacuer aussitôt que possible ; elle se verrait réduite à l'impuissance.

On voit quelle considérable prime reçoit la défense du fait que le nouveau projectile lui détruit la valeur d'un bataillon dans le temps qu'il anéantit ou paralyse une division de l'agresseur ; c'est-à-dire au moins dix fois plus.

Mais, objectera-t-on, la seule probabilité d'une utilisation de l'arme nucléaire entraînera l'adoption de dispositions nouvelles pour l'attaque et la défense. D'accord ! Et l'on y a déjà pensé. Très logiquement et comme chaque fois qu'est apparu un moyen de destruction plus puissant, on a envisagé d'amenuiser son rendement par un accroissement de la dispersion. Remarquons au passage que cette parade est, elle-même, favorable à la défensive qui s'en accommode plus aisément que l'offensive. Mais la dispersion a des limites ; il faut concentrer sur certains points, un minimum de feux et de combattants ; il faut que le commandement s'exerce. On ne peut guère multiplier par plus de 3 ou 4 les surfaces des dispositifs actuels ; c'est-à-dire, par 1,7 ou 2, leurs dimensions linéaires. Calculons donc, à titre de contrôle, l'effet moyen du projectile de 20 Kt. sur ces déploiements élargis :

— Division d'infanterie en position défensive sur un front de 20 kms et une profondeur de 15, soit : une surface de 30.000 hectares — Le cercle de neutralisation absolue de 380 hectares embrasserait quelques 200 combattants ; c'est dire que l'explosion anéantirait un point d'appui de compagnie et causerait quelques pertes aux voisins.

— Division d'infanterie en formation d'attaque sur un front de 6 kms et une profondeur égale, soit : 3.600 hectares — Dans ce cas, l'explosion mettrait hors de cause toute unité de combattants à poitrine découverte dans un rayon de 2.200 mètres, soit : sur une surface de 1.520 hectares occupée par plus de 9.200 hommes ; une division

perdant ainsi instantanément, plus de 40 % de ses effectifs serait évidemment réduite à l'impuissance et, seuls, ses éléments blindés auraient quelques chances de conserver leur cohésion et une valeur combattive.

— Division blindée déployée dans un carré de 6 kms de côté et d'une surface de 3.600 hectares — Le projectile pourrait détruire ou immobiliser durablement une vingtaine de véhicules blindés de combat, tuer ou blesser une centaine d'hommes des équipages et environ 6.000 combattants à poitrine découverte ; si l'unité était énergiquement conduite, on pourrait espérer la voir recréer quelque cohésion autour de ses formations blindées et rester apte à se défendre mais sûrement pas poursuivre l'attaque.

On voit qu'avec les larges dispositifs envisagés, la prime attribuée à la défensive subsiste inchangée. Certains bons esprits pensent que l'étirement des fronts imposera la constitution de divisions plus réduites, n'excédant pas 10.000 hommes ; cela facilitera certainement le commandement mais ne modifiera en rien la densité dans la zone de combat, donc nos conclusions relatives aux pertes à prévoir. Et celles-ci font ressortir un tel avantage pour le défenseur qu'on ne peut s'interdir de prévoir, avec la généralisation de l'emploi tactique des armes nucléaires, un retour inévitable aux fronts fixés, à un guerre de stabilisation et d'usure table aux fronts fixés, à une guerre de stabilisation et d'usure aux formes certes bien dfférentes de celles pratiquées entre 1915 et 1918, mais d'essence identique.

III. — *LES OCCIDENTAUX POSSEDENT UN ATOUT MAITRE AUQUEL ILS NE PEUVENT RENONCER.*

La mission initiale des forces de l'O. T. A. N. est une mission de couverture, donc stratégiquement défensive ; son exécution pourrait comporter quelques manœuvres offensives partielles mais reposerait essentiellement sur la défensive tactique dont on vient de mesurer la situation favorisée en face de l'arme atomique.

L'U. R. S. S. bénéficierait, initialement et sans doute durablement, d'une grande supériorité numérique. Comme en 1944-45, elle ne manquerait pas de la mettre largement en œuvre ; on oublie trop qu'elle a conquis la victoire à

coups d'hommes (7 millions de morts militaires, alors que l'Allemagne, qui s'est battue 22 mois plus tôt contre d'autres adversaires, n'en a eu que 3). Tout permet d'augurer qu'elle agirait de même demain par une suite d'actions massives de chars et d'artillerie appuyant les denses formations d'une infanterie pleine d'abnégation mais assez grégaire et passive. Ce sont des circonstances hautement favorables au rendement de l'arme atomique tactique (1).

La seule perspective d'une fixation des fronts entraînant une guerre d'usure contre les maîtres de la mer suffirait probablement à détourner les Soviétiques d'affronter un conflit généralisé.

L'arme nucléaire tactique, sans même supposer une supériorité, pourtant probable, des U. S. A., est, pour l'O. T. A. N., un atout maître, le seul qui lui permette actuellement de rétablir l'équilibre contre les masses slaves canalisées par les voies naturelles d'invasion et d'éviter ou au moins de retarder la troisième guerre mondiale. Ce serait une folie suicidaire d'y renoncer en échange d'un engagement de réciprocité même solidement garanti.

Je pense que l'explosion d'Hiroshima a été un crime contre l'humanité, d'autant qu'à la date où elle se produisit elle n'était pas indispensable à la victoire et n'économisait pas de soldats américains puisqu'on savait le Japon résigné à la capitulation. Je crois que le cœur si décrié de Louis XV organisant le secret et l'oubli autour de la formule redécouverte du feu grégeois était plus profondément chrétien que celui de Truman ordonnant de larguer la bombe du 6 août 1945. Mais le geste a été fait ; la boîte de Pandore a été ouverte ; on distingue mal les moyens pratiques et sûrs de la refermer. Et il est certain que tous les Jules Moch qui s'en vont clamant « la folie des hommes », qui, sous prétexte de contraindre à renoncer à l'arme atomique, s'efforcent de jeter la panique dans les masses en peignant et parfois exagérant ses horreurs, travaillent, consciemment ou non, à un immédiat et efficace renforcement de la position militaire soviétique.

Jean PERRÉ.

(1) A condition, bien entendu, qu'on lui oppose, à terre, un minimum de forces l'obligeant à de telles actions. C'est le résultat auquel tend le réarmement à l'Allemagne de l'Ouest.

Les Livres du Mois

« GRANDEURS ET ERREURS DES PRÊTRES-OUVRIERS », par Pierre Andreu (Ed. Amiot-Dumont).

Malgré mille difficultés nées d'un problème qui a soulevé tant de passions, et malgré le silence observé sur cette affaire par tous les intéressés de bonne foi. Pierre Andreu nous donne la première étude générale et honnête sur une crise bien caractéristique de la société et de la conscience françaises.

Reprenant la question aux origines, l'auteur dresse d'abord un tableau de la situation religieuse en France au moment où les abbés Daniel et Godin, en 1943, lançaient le premier cri d'alarme avec « France, pays de Mission ? ». A l'aide de plusieurs livres parmi lesquels « La ville et l'homme », de Michel Quoïst, « En Mission prolétarienne », du Père Loew (docker à Marseille), « Suprême témoignage », du Père Dillard (travailleur en Allemagne), il montre, de façon extrêmement intéressante, l'état de la pratique religieuse dans les milieux ouvriers et analyse les conditions d'un apostolat qui se rapproche de plus en plus des missions étrangères en ceci qu'il se situe au confluent de deux mondes qui sont pratiquement devenus des civilisations différentes. La nécessité est soulignée de présenter une religion pure, débarrassée de tous les apports humains, parfois fort riches, qui incluent une autre civilisation — ici la civilisation bourgeoise. Devenir chrétien ne doit pas signifier devenir bourgeois, adopter des manières que l'on ne comprend pas. Il y a là quelques aperçus très suggestifs sur les mythes qui, à un moment donné, donnent leur cohésion aux groupes sociaux.

Pierre Andreu décrit ensuite les premières et principales formes d'apostolat ouvrier que constituèrent la Mission de Paris et la Mission de France. Il pose les problèmes qui se posèrent d'abord à elles : rapports avec la Paroisse (les premières tentatives du Père Loew et de l'abbé Godin n'envisageaient pas l'apostolat solitaire), rapports avec l'action catholique ouvrière. Il analyse surtout très précisément l'évolution qui s'est produite ensuite parmi ces prêtres leur faisant, pour vivre plus exactement la vie ouvrière, vouloir un travail permanent, puis accepter des responsabilités syndicales, ne plus chercher enfin à conquérir des âmes mais à vivre avec des ouvriers, à être *avec* eux, à être *comme* eux.

Ce pouvait être encore une forme très belle de la charité et la crise n'aurait pas éclaté sans la grave déviation doctrinale qui l'accompagnait. On acceptait les responsabilités temporelles, mais on acceptait aussi la perspective de la lutte des classes ; de plus en

plus on agissait selon cet ordre d'urgence : Révolution d'abord, Rédemption ensuite. C'est là où l'étude de Pierre Andreu est très précieuse, sur les responsabilités intellectuelles de ceux qui ne cessèrent d'aider à cette emprise de plus en plus grande du marxisme et du communisme sur la pensée chrétienne française. Sans heureusement jamais tomber dans la polémique ou l'article hâtif, il nous montre cet engouement du communisme qui, après 1945, emporta plus d'une bonne tête chrétienne. « Esprit », « La vie intellectuelle », « La Quinzaine », sans risques réels, poussaient dans le sens le plus dangereux ces prêtres qui, eux, avaient assumé tous les risques. Sans doute faut-il chercher le mobile essentiel de si grands égarements dans cette démophilie molle qui exaspérait déjà Bernanos, et un très grand orgueil intellectuel auquel Mgr Theas répondait excellemment « le catholicisme français est assez anémié, ne l'étouffons pas sous le poids de notre orgueil ».

La réaction de Rome se fit sentir à la fois sur le plan théologique (il faut lire à ce propos la déclaration doctrinale sur l'Eglise au sein du monde moderne) et, avec une grande modération, sur le plan de l'apostolat. Prévoyant une formation doctrinale plus solide, celui-ci est sur le point de reprendre sans avoir jamais en rien rompu avec ce qu'il y avait d'authentique charité dans l'élan qui l'a vu naître.

C'est aussi le très grand et irremplaçable mérite du livre de Pierre Andreu que d'avoir apporté un peu de clarté, de franchise et de charité dans un domaine où en mettent bien peu ceux qui en parlent le plus.

*
* *

« LAMENNAIS OU L'HERESIE DES TEMPS MODERNES », par Michel Mourre (Ed. Amiot-Dumont).

La difficulté du problème soulevé par l'apostolat des prêtres ouvriers tient à ce qu'il a inextricablement uni deux questions pourtant distinctes : une manière de vivre qui pouvait être dangereuse et une déviation doctrinale qui était certaine. Leur union donne assez bien les couleurs de cet « ouvriérisme » si caractéristique des années d'après-guerre. Si la première a trouvé un terrain particulièrement favorable dans les conditions sociales de l'époque, la seconde a des origines beaucoup plus lointaines et profondes. C'est celles-ci que nous aide à comprendre le *Lamennais*, de Michel Mourre.

Biographe d'un héros sans vie personnelle, Mourre ne peut étudier que sa seule histoire, celle de ses idées, sa seule passion, le soupir de n'en pas connaître de plus humaines, l'impatience de sa

nature, le regret de n'être que soi. Elevé parmi les livres, c'est par ses livres qu'il essaiera de se bousculer, de secouer sa perpétuelle indolence de corps et d'esprit. Jamais il n'apprendra ce que la guerre, les femmes, l'Idéologie même ont appris à Stendhal. Il ne pourra que parler de l'Humanité. Il est seul.

N'ayant jamais bien eu en mains les deux rames de l'abstrait et du concret qui permettent d'avancer sur un droit sillage, ne cherchant dans les idées que ce qui peut renforcer son *sentiment* du monde, il basculera toujours d'un extrême à l'autre sans jamais changer véritablement. D'abord champion de Rome en face d'une Restauration à son gré bien incomplète, et d'un gallicanisme partout menaçant, il dénoncera enfin le magistère romain au nom du Peuple et de l'Evolution. Mais c'est toujours l'autorité qu'il recherchera, la grande Force au sein de laquelle on peut se perdre avec l'illusion d'un sentiment qui ressemble à l'amitié. Cherchant une nouvelle preuve de l'existence de Dieu dans le consentement unanime des peuples et des civilisations, dans cette Révélation primitive qui a été donnée à l'origine du monde et que l'Histoire ensuite n'a fait que rechercher en tâtonnant, c'est bientôt cette évolution même qui est devenue pour lui comme un Dieu en devenir.

Lamennais ou l'hérésie des temps modernes. Michel Mourre touche là en effet une des sources de la déviation dont nous parlions : la révolution spirituelle remise après la réorganisation politique, le souci de la société l'emportant sur celui des âmes, la politique considérée comme un apostolat mis au goût du jour, l'évolution collective confondue avec le progrès personnel. Ce qui est peut-être plus important encore, il montre comment cette position doctrinale s'allie tout naturellement à une grande abstraction de l'esprit et du cœur, à une impossibilité de sortir de sa propre subjectivité.

Le mérite du livre de Michel Mourre est aussi de n'être jamais injuste ni sec. Ecrit de façon assez brutale, passant sans prévenir du passé au présent, plein de ruptures d'imagination, il est finalement très attachant, témoignant d'un réel effort de compréhension envers un homme dont l'effort d'amitié fut de son côté sans doute le trait le plus sympathique.

En nous montrant l'Eglise suivant son chemin entre le modernisme et l'intégrisme, il nous montre aussi que la vérité est toujours concrète, résidant quoi qu'on en pense autant dans un esprit et *un effort* que dans une doctrine.

*
* *

« L'OPIUM DES INTELLECTUELS », par Raymond Aron (*Editions Calmann-Lévy*).

Cette véritable *Réforme intellectuelle* qui, après dix ans, est en train de s'accomplir, Raymond Aron la poursuit sur un plan plus

essentiel encore. Après le remarquable « Polémiques », c'est « L'opium des intellectuels » qu'il publie maintenant. Il y étudie, systématiquement cette fois, les mythes sur lesquels vit une certaine pensée politique de notre temps, tout un réseau de thèmes qui seuls font apparaître une pensée comme sérieuse aux yeux des intellectuels parce qu'ils y reconnaissent leurs obsessions. Mythes de la Gauche, de la Révolution et du Prolétariat, Raymond Aron les analyse minutieusement et concrètement, tous conditionnés par cette idolâtrie de l'Histoire qui déjà formait sourdement le fond de la pensée d'un Lamennais.

Il s'agit bien de mythes parce qu'il s'agit de représentations dont l'apparition *fait plaisir* mais dont on ne se demande plus à quoi de réel elles peuvent correspondre, d'une pensée sans définitions strictes, d'une pensée que l'on *combine*, que l'on *agence*, mais que l'on ne remet plus véritablement en question en la confrontant aux faits, parce qu'il s'agit enfin d'une pensée *utile* servant à la cohésion d'un groupe, liée donc à la géographie, vraie ici, fausse là : la Ziss du manager est symbole de libération, la Packard du patron symbole d'oppression. C'est d'ailleurs l'impuissance des intellectuels d'une certaine tradition française à marier l'idée et la réalité qui est à la source de de cette tentation d'attendre le salut d'un *radicalement autre* qui sera nécessairement meilleur, d'une rupture, à la fois Révolution et Avenir indéfini, sorte de point sublime où se réconcilieront l'Ici et l'Ailleurs, l'Idée et le Réel. Aron, à ce point de vue, analyse parfaitement la différence des influences apportées par les habitudes anglaises et par l'idéologie française.

Pensée de rêve, il s'agit aussi d'une pensée confortable. C'est là sans doute où prend toute sa valeur une notion que ne nomme pas Raymond Aron mais qu'il suggère par le terme d'opium : ce que Marcel Aymé appelait le confort intellectuel. Se sentir près des pauvres, justifié *a priori* par l'avenir, plus averti et plus hardi que le commun, plus logique aussi, ne craignant pas les conséquences théoriques et pratiques de sa pensée — quoi de plus confortable ? surtout lorsque l'on ignore rigoureusement ces conséquences. Avoir l'illusion de vivre d'idées lorsque l'on vit sur des idées (comme on vit sur le pays), quoi de plus flatteur ? Aron souligne justement l'aspect prosaïque d'une politique empirique de libération réelle aux résultats de laquelle on s'habitue et qui ne fournit pas de justification totale. Et c'est ce qui donne à l'autre politique son influence bien au delà des cercles intellectuels : il est plaisant à un ouvrier aussi de vivre dans un monde bien clos et cohérent que plus rien ne peut mettre en cause. Le besoin de cet opium est simplement plus étonnant chez les premiers qui, en même temps, prétendent ne dépendre que d'eux-mêmes et créer leurs valeurs.

Pensée toute de contradictions. Pensée qui se donne pour universelle et magnifie l'*ailleurs*, elle suppose un refus de l'horizon et du *Prochain*, refus lui-même très localisé : le travailleurs anglais, lui, se reconnaît dans la communauté britannique.

Pensée *utile* et sans efficacité ; c'est l'infini mérite du livre de Raymond Aron d'en démonter les rouages, d'en démaquiller les faux prestiges et de nous suggérer des réflexions sur les mobiles sensibles, eux très réels, d'une telle pensée.

Bernard VORGE.

*
* *

« FRANKLIN ROOSEVELT, L'HOMME DE YALTA », par Georges Ollivier (*Librairie française*).

Notre ami Georges Ollivier dont les lecteurs de « Défense de l'Occident », ont pu, à maintes reprises, apprécier l'étendue de l'information et la rectitude de jugement dans les articles qu'il consacre régulièrement aux divers aspects de la vie politique américaine, vient de publier un important ouvrage consacré à Franklin Roosevelt. Cette étude qui, à bien des points de vue, éclaire d'un jour très nouveau la figure de l'homme dont l'Europe n'a pas fini de payer la passion idéologique, est à la fois la première à apporter au public français une analyse complète de la politique rooseveltienne et la première où un écrivain français ait eu le courage de s'attaquer publiquement au mythe de Roosevelt. C'est dire son intérêt capital qui ne saurait échapper aux nombreux lecteurs que ne manquera pas d'avoir le livre de notre collaborateur.

Georges Ollivier n'est pas, nos lecteurs le savent, de ceux chez qui la passion politique vient constamment altérer la vigueur de l'analyse. Son livre n'a ni le ton ni l'allure d'un réquisitoire. Il est avant tout une tentative réussie, d'explication d'une politique dont le double aboutissement a été l'asservissement d'une moitié de l'Europe par Moscou et la mise en tutelle de l'autre par Washington et qui s'était fixée comme objectif l'éviction de la France et de la Grande-Bretagne de leurs possessions d'Outre-Mer.

Pour convaincre son lecteur, Georges Ollivier n'a nul besoin de recourir à des arguments de polémique ; il lui suffit d'utiliser avec intelligence et discernement une documentation de premier ordre, à peu près exclusivement américaine et presque totalement inconnue en France dont il prend soin de nous donner toujours les exactes références.

Certes, nous connaissions, de longue date, le rôle joué par l'Intelligentique juive dans les développements intérieurs et extérieurs du rooseveltisme, mais ce que nous savions moins bien, et c'est le mérite du livre de Georges Ollivier de le montrer d'une façon décisive, c'est à quel point l'inspiration constante de cette politique fut d'origine maçonnique.

C'est la F:. M:. européenne qui, Ollivier en apporte la preuve, suggéra dès 1936 à Roosevelt sa politique d'intervention en Europe, c'est elle qui obtint de lui qu'il soutienne de son autorité de chef de l'Etat d'une grande puissance mondiale les provocations bellicistes de l'antifascisme juif, c'est elle enfin qui avant même que les Etats-Unis fussent entrés dans la guerre, inspira leurs buts de guerre et souffla à Roosevelt ses plans d'organisation du monde d'après-guerre.

A cet égard le chapitre le plus remarquable du livre de Georges Ollivier nous paraît être, finalement, celui qu'il consacre à l'analyse du plan de paix de Clarence Streit. Cette analyse éclaire et justifie en effet d'une manière tout à fait saisissante les raisons fondamentales de notre opposition à la politique atlantique.

Dans un livre publié en 1939 et qui fut traduit en France sous le titre de « Union ou chaos », le journaliste américain d'obédience maçonnique Clarence Streit proposait la constitution d'une Union des Démocraties de l'Atlantique nord groupant les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège, c'est-à-dire tous les membres actuels de l'O.T.A.N. à l'exception du Portugal, plus quelques pays comme la Suisse, la Suède et la Finlande qui, finalement, sont restés neutres.

Ces états, écrivait Clarence Streit, devraient renoncer aux éléments essentiels de leur souveraineté c'est-à-dire abandonner le droit de conférer la citoyenneté, de faire la paix et la guerre et de négocier des traités, d'avoir leur propre armée, de réglementer le commerce international et d'émettre leur propre monnaie. Enfin ceux de ces Etats qui possédaient un Empire colonial devaient y renoncer pour le placer sous le mandat direct de l'Union. Celle-ci devait, en outre, être coiffée par une chambre législative composée de 277 députés, dont 124 seraient américains, 76 britanniques et 42 français ce qui devait avoir pour résultat certain de faire de l'Union l'instrument docile de la politique américaine.

Ainsi l'idée initiale du pacte de l'Atlantique a été lancée par un journaliste rooseveltien d'obédience maçonnique. Les mobiles profonds qui ont poussé les Etats-Unis après la guerre, à proposer à leurs satellites européens la mise sur pied de l'organisation atlantique s'éclairent tout à coup d'un jour nouveau. Le pacte de l'Atlantique n'était pas comme on l'avait d'abord cru une réaction contre la politique d'abandon de Roosevelt en face du communisme, il était au contraire le couronnement d'une politique qui essentiellement visait au terme d'une première étape à un partage du monde avec Moscou et plus lointainement à un gouvernement mondial dominé par les puissances juives et maçonniques. Il n'était pas, comme on pouvait être tenté de le croire et comme le croient encore fermement de bons esprits aveuglés par un anticommunisme sans discernement, la parade du « Monde libre » aux entreprises agressives de l'Union Soviétique. Il était au contraire le fruit naturel et dès longtemps prévu de la victoire américaine, il était le fruit de la défaite de l'Europe.

Le Pacte de l'Atlantique, fils de la maçonnerie est en réalité, nous le voyons maintenant l'instrument de la destruction de nos nations et de leur dépossession. Nous comprenons mieux maintenant le sens de ce bruit qui courut voici quelques mois les couloirs du Palais-Bourbon et selon lequel les représentants américains à l'O. T. A. N. avaient assuré les représentants français que la Tunisie et le Maroc resteraient associés à la France « au sein de l'organisation atlantique ». Nous comprenons aussi mieux que jamais l'incompatibilité fondamentale qui existe entre la politique atlantique et la création d'une Europe nationale et indépendante. Il n'y a pas de coexistence possible d'une communauté européenne et d'une communauté atlantique, c'est pourquoi il convient d'observer avec vigilance les propositions qui ont été faites, tout récemment encore, tendant à coiffer l'organisation militaire atlantique d'une organisation politique comportant en particulier, comme l'avait prévu Clarence Streit, ce parlement qui assurerait pour longtemps la sujétion de l'Europe à l'impérialisme américain. Le livre de Georges Ollivier suggère encore bien d'autres réflexions aussi prenantes ; c'est bien là le signe de son intérêt et du talent de son auteur que l'on ne remerciera jamais assez d'avoir, avec autant de sérieux et d'honnêteté, contribuer d'une façon aussi décisive à dissiper la néfaste légende de Franklin Roosevelt.

Jacques MAYENNE.

TRIBUNE LIBRE

Pouvons-nous nous entendre avec les nationalistes arabes ?

Nous avons reçu, au mois de février dernier, d'un de nos lecteurs égyptiens la lettre que nous publions ci-dessous.

Cette lettre est particulièrement importante en raison de la personnalité de son signataire. Mohamed Selim al Higazi porte un nom qui est cher, à bien des titres, aux nationalistes arabes. Son père fut, au lendemain de la guerre de 1914, le théoricien de l'indépendance égyptienne et le créateur du parti nationaliste égyptien. Ce parti d'abord peu nombreux essaima ses idées et donna naissance ensuite aux divers courants qui ont imposé finalement, à travers trente ans de luttes, l'indépendance de leur pays.

En recommandant que nous essayons de confronter nos idées avec celles des nationalistes arabes, notre ami Selim al Higazi, nous suggère une tâche délicate. Mais n'est-ce pas justement ces amitiés que nous avons pu faire naître en dehors des préjugés et des combinaisons d'intérêt de la politique officielle qui donnent son véritable sens à notre action et nous permettent, en tous cas, de tenter des échanges d'idées qui seraient impossibles à d'autres ?

« Maadi, le 10 février 1955.

à Monsieur Maurice Bardèche.

« Cher Monsieur,

« C'est avec un vif intérêt que j'ai lu votre article paru dans la « Défense de l'Occident » du mois de décembre 1954, sous le titre « Le drame de l'Afrique du Nord ».

« Votre analyse de la situation en Afrique du Nord, et principalement au Maroc, est très proche de l'idée que nous

nous en faisons nous-mêmes. Car, visiblement, si les partis nord-africains n'ont pas encore lié leur cause à l'Internationale juive en principe, ils l'ont déjà fait effectivement.

« De ce fait, le Maroc représente désormais pour le Juif le territoire rêvé d'une future patrie qui dictera un jour sa loi à un monde terrassé par une guerre atomique mystérieusement équilibrée et désagrégé par une campagne de corruption savamment menée. Car, géographiquement situé au centre du monde civilisé et, en même temps, à l'abri de coups de main, d'une superficie suffisamment grande pour contenir 15 à 20 millions de Juifs, géologiquement et physiquement présentant toutes les garanties de résidence agréable et, enfin, présentement occupé par une population préparée, par l'Istiqlal autant que par les courants plus modérés, à l'idée de la cohabitation heureuse avec le Juif et des avantages matériels d'une politique judéo-marocaine commune, le Maroc est certainement la patrie idéale, le siège social parfait de « La Terre », société anonyme à actions nominatives juives.

« Vous êtes également dans le vrai lorsque vous dites que rien de sérieux n'a encore été fait pour aplanir le différend franco-arabe. Je vais même plus loin et soutiens que le problème ne peut être efficacement résolu que s'il est discuté et tranché par des Français et des Arabes nationalistes ; car, seulement dans ce cas, la question pourra être traitée en partant de principes opposés extrêmes apparemment peut-être inconciliables, mais, en réalité, unis par les sentiments communs et mutuellement respectés de deux patriotismes sincères : les solutions que les nationalistes français et arabes auront acceptées, partant de données extrêmes, offriront pour l'avenir toutes les garanties de stabilité, aucune des parties ne pouvant plus, désormais, exiger davantage de l'autre que ce qui aura été réclamé et obtenu. Le plafond étant déjà atteint, la surenchère démagogique ne trouvera également plus de terrain sur lequel pourrait se manifester son activité destructrice.

« Toutefois, si nos points de vue concordent en ce qui concerne l'analyse de la situation nord-africaine, quelques échanges sont encore nécessaires pour arriver à une identité de vues sur les conclusions pratiques ; autrement dit

nous sommes absolument d'accord sur le diagnostic mais moins sur le remède.

« En effet, si je partage votre idée qu'une démonstration de force française, en Afrique du Nord, qui jugulerait tous les mécontents et ramènerait l'ordre, j'estime, par contre, que cette politique du « coup de pied » produirait tôt ou tard une réaction non moins violente de la part de ceux qui en ont été l'objet (étant, vous et nous, des nationalistes, nous pouvons nous représenter la chose mieux que quiconque d'autre). Nous ne devons pas perdre de vue que le désir de vivre indépendant est un besoin qui ne peut trouver de solution que dans la satiété. Une fois qu'il existe, on peut le comprimer mais pas le supprimer. Tôt ou tard, à la première occasion (et les aléas de la politique n'en manquent pas), la révolte éclatera donc d'autant plus violente qu'elle aura été longtemps contenue, et, peut-être, sous une forme imprévue et avec des buts nouveaux qui compromettront *à tout jamais* une amitié France-Afrique du Nord.

« Je ne pense malheureusement pas non plus qu'un programme social de justice pourrait modifier la pensée politique des indigènes. Au contraire, le jour où ces derniers seront matériellement plus ou moins repus, il y a de grandes chances pour qu'ils réclament avec encore plus de force et de possibilités leurs droits politiques et leur indépendance. Si ce programme de justice sociale avait été pratiqué il y a quelques dizaines d'années, il aurait très probablement pu réussir et créer une atmosphère favorable à une évolution harmonieuse des intérêts spirituels et matériels français et nord-africains vers des buts communs. Aujourd'hui, une telle politique serait à retardement : il faut prévoir et non subir. Par exemple, qui aurait pu prévoir, il y a une quinzaine d'années seulement, la tournure que prendrait le nationalisme indochinois ? Si, dès le début, la France avait pris les mesures qu'il fallait, et en collaboration avec les patriotes indochinois sincères au lieu des gens corrompus et des flatteurs, l'Indochine serait aujourd'hui le bastion avancé le plus solide de l'Union Française. Le résultat actuel provient de mesures inadéquates et anachroniques basées sur des conceptions inexactes et sur l'imprévision. Or, de nos jours, l'Afrique du Nord n'en est plus au stade de l'Indochine en 1920, mais à celui de l'Indochine en 1945.

« Votre principe de l'Eurafrique est juste, désirable et indispensable à la sauvegarde de la civilisation et de la paix. Nous le partageons donc avec vous et souhaitons sa réalisation. Mais pourquoi devrait-elle prendre une forme dominatrice ? Autrement dit, pourquoi, dans la conception de l'Eurafrique, doit-on partir de l'idée fondamentale d'une Afrique dominée et d'une Europe dominante ? Si c'est à cause du danger de l'emprise politique juive ou de l'influence grandissante de l'économie américaine, ces mêmes facteurs existent déjà en fait en France même. La logique qui admettrait une domination politique française en Afrique du Nord uniquement pour parer au danger juif et à la menace américaine devrait donc aussi admettre une mise sous tutelle de la France elle-même pour les mêmes raisons Ce qui n'est pas souhaitable.

« A notre avis, la seule solution constructive serait qu'il se forme spontanément, en Afrique du Nord, des partis nationalistes plus purs et plus complets que les partis actuels. Leur programme ne consisterait pas uniquement à réclamer le départ de l'armée et de l'administration françaises, mais également à proclamer l'indépendance vis-à-vis de n'importe qu'elle autre puissance étrangère visible ou occulte, actuelle ou future. Le programme de ces partis contiendrait aussi des mesures sociales, économiques et de politique intérieure qui seraient une garantie contre le danger communiste, maçonnique et juif. Ces partis devront lutter pour gagner le pouvoir. De ce jour, pour peu que la France elle-même soit gouvernée par des éléments sincèrement patriotes, nationaux et partisans de l'Union Européenne et de l'Eurafrique, grâce à une identité d'idéologies sociales et politiques et grâce à une position géographique qui la pousse vers le nord, l'Afrique du Nord deviendra, pour la France, un collaborateur puissant et stable des bons et des mauvais moments, et, pour l'Eurafrique un membre réellement utile. Ainsi, l'Eurafrique deviendra une réalité beaucoup plus forte que si elle devait compter sur une Afrique du Nord simplement subjuguée mais perpétuellement récalcitrante et attendant son « salut » (et peu-être l'obtenant) d'autres horizons que du côté européen occidental.

MOHAMED SELIM AL HIGAZI.

« Paris, juillet 1955.

à Monsieur Mohamed Selim al Higazi.

« Cher Monsieur,

« J'ai été très heureux que mon article de décembre 1954 ait provoqué de votre part une lettre aussi intéressante. J'ai mis quelque temps à y répondre et je m'en excuse. Il n'était pas mauvais, me semblait-il, d'enregistrer plus complètement les réactions des partis nord-africains et également les réactions des milieux nationalistes en France et Afrique du Nord. Nous avons maintenant des éléments plus complets pour poursuivre notre dialogue. Permettez-moi de vous les expliquer avec quelque détail. Cela vous permettra de juger exactement des possibilités de conversation entre les nationalistes français et les nationalistes arabes.

*
* *

Entre les nationalistes français et les nationalistes arabes, il y a, en principe, un certain nombre de positions communes : ce sont les positions fondamentales de tout nationalisme conscient et cohérent.

Comme vous, nous refusons les deux tentatives d'asservissement qui sont faites sur nos peuples, celles du communisme et celle de l'internationalisme financier juif. Nous avons conscience de leur gravité. Nous les avons combattues de toutes nos forces et nous les combattons encore. Nous avons regretté, comme vous, l'issue dramatique de la seconde guerre mondiale. Nous souhaitons qu'une troisième grande puissance surgisse, appuyée sur l'Europe et l'Afrique, pour nous assurer un avenir entre les deux grands blocs rivaux. Nous travaillons, autant que nous le pouvons, à la constitution de cette troisième puissance dont le fondement le plus solide nous paraît être une communauté européenne indépendante fondée sur l'entente et la collaboration franco-allemande. Nous avons refusé, comme vous, d'accepter les contre-vérités de la propagande judéo-marxiste et de condamner le peuple allemand et l'armée alle-

mande. Nous avons compris et soutenu vos efforts nationaux. Nous avons été à vos côtés dans votre guerre contre l'Etat d'Israël. Nous avons salué votre renaissance nationale et nous suivons avec sympathie votre politique d'indépendance et de reconstruction. Nous avons refusé de nous associer aux condamnations de la Ligue arabe prononcées par la presse française, parce que nous sommes sensibles à votre idéal et que nous espérons pouvoir trouver un terrain d'entente avec vous. Nous avons conscience que finalement l'intérêt du monde musulman et l'intérêt de l'Europe coïncident et que nous trouverons la voie de notre indépendance et de notre force côte à côte et non pas en nous combattant.

Voilà ce qui nous rapproche et ce qui est notre raison d'espérer. Voici maintenant ce qui nous sépare, je vous le dirai avec la même franchise.

Nous pensons que la possession des terres africaines françaises est une question de vie ou de mort non seulement pour la France mais pour la communauté européenne. L'Afrique française est à l'Europe ce que la Sibérie est à l'U. R. S. S. Elle représente l'avenir et la puissance de toute l'Europe. Elle est la garantie de son indépendance et, si l'on réfléchit bien, la garantie de *votre* indépendance également. Toute menace, toute ingérence étrangères en Afrique française est mortelle, stratégiquement et économiquement, pour la France, pour la communauté européenne et finalement pour toute troisième force européo-arabe voulant se constituer entre les deux blocs en s'appuyant sur l'espace Europe-Afrique. Or, ce qui constitue aujourd'hui une difficulté essentielle du dialogue entre nationalistes français et nationalistes arabes, c'est que la position des nationalises arabes est devenue exclusivement passionnelle, et qu'elle a perdu de vue, dans la chaleur du combat, les impératifs permanents de tout nationalisme cohérent. Par exemple, alors que les nationalistes arabes sont antisémites et anticommunistes au Moyen Orient, nous voyons les nationalistes nord-africains accepter et même rechercher des alliances juives et communistes dans leur combat en Afrique du Nord. Pour conquérir une autonomie qui ne peut s'exprimer que par leur indépendance à l'égard du bloc soviétique et du bloc américain, nous les voyons

d'abord accepter l'alliance des forces qui dépendent de ces deux blocs et ainsi introduire le loup dans leur bergerie. Nous les voyons revendiquer une indépendance qui sera purement formelle et qui consistera pour eux, en réalité, à remplacer la présence française par la domination du capital juif international. Leur lutte, actuellement, n'a pas d'autre sens que celui-ci : *se débarrasser des Français quels qu'ils soient à n'importe quel prix que ce soit*. Nous avons déjà entendu ce slogan : c'était celui de la résistance française. Il a abouti à placer notre malheureux pays sous le contrôle des forces juives. Un véritable dialogue entre nationalistes français et nationalistes arabes ne peut s'ouvrir que si les Arabes identifient les forces qui sont les ennemis véritables à la fois du nationalisme arabe et du nationalisme français et s'ils cherchent à établir une doctrine du nationalisme qui ait pour base, non la haine absurde et stérile contre les Français, mais les conditions même de leur indépendance et de la nôtre.

*
* *

Dans l'état actuel de l'Afrique du Nord, l'indépendance totale est pour les Arabes eux-mêmes une chimère et un piège.

L'Afrique du Nord ne peut pas être politiquement indépendante parce qu'elle ne peut pas être économiquement indépendante. Toute la politique américaine repose là-dessus. Si nous accordions tout d'un coup, dans une sorte de Nuit du 4 août, l'indépendance complète à l'Afrique du Nord, si nous nous en allions, si nous faisions la valise pour éviter le cercueil, comme disent les slogans extrémistes aucun régime, aucun génie politique, aucune solidarité ne pourrait faire face aux problèmes économiques qui se poseraient et que l'appartenance de l'Afrique du Nord à l'économie française résoud chaque jour, au prix, il faut le dire, de lourds sacrifices pour certains secteurs de l'économie française.

Oh ! les bras se tendraient vers les Africains devenus indépendants, personne n'en doute. Il débarquerait de beaux ingénieurs. Il arriverait de belles machines et de solides banques s'installeraient dans d'immenses buildings blancs.

Croyez-vous par hasard que tout cela serait désintéressé ? Pour couvrir tous ces emprunts qu'il faudra faire (car il ne faut pas que l'indépendance signifie la famine, les épidémies, les soulèvements de la faim, n'est-ce pas ?), on demandera des gages sur les ports, sur les monopoles, sur les chemins de fer, sur l'électricité, sur le pétrole, sur les mines, des permis de recherches, des concessions grandes comme des Etats. Et qu'est-ce qui lui restera, après cela, à ce gouvernement national indépendant ? Il lui restera les palais du gouvernement avec les téléphones sur les tables pour recevoir les « suggestions » des potentats économiques qui seront devenus en quelques mois les nouveaux seigneurs du pays.

On comprend que des hommes comme M. Mendès-France, qui souhaitent voir s'installer partout la toute-puissance juive parce qu'elle est *leur propre puissance*, soient tout acquis à de telles solutions. On comprend aussi que les Soviets, dont toute la politique consiste à affaiblir l'Europe et à l'empêcher de se constituer, spéculent sur la misère, le mécontentement, la détresse des Arabes, qui est le crime politique de nos gouvernements, pour faire naître sur les arrières de l'Europe une zone de faiblesse et de trouble. Mais des nationalistes français et de vrais nationalistes arabes ne peuvent accepter cette solution. Leur devoir est de constater loyalement tout ce que l'association franco-arabe a fait jusqu'ici en Afrique du Nord, de rechercher loyalement les fautes de la gestion française et de les effacer, et de demander à cette association *qui a fait l'Afrique du Nord moderne* de donner à l'Afrique du Nord une forme politique viable, saine et solide.

***

Je crois que l'idée dont nous pouvons partir et qui sera admise dans notre pays par la majorité de l'opinion, est la nécessité de remplacer notre système de relations avec les populations musulmanes qui est vétuste et usé par un appareil plus moderne. Mais il y a dans ce rajeunissement des degrés entre lesquels je ne prétends pas choisir, et que je vous exposerai simplement

parce qu'ils correspondent, selon moi, à trois mentalités différentes parmi les milieux français nationalistes.

Les premiers estiment qu'il n'y a pas de question de l'Afrique du Nord. Les attentats et les maquis leur paraissent l'action d'éléments extrémistes encadrés et ravitaillés par l'étranger. Ils regardent l'agitation nationaliste comme une opération entièrement montée du dehors selon le modèle de la soi-disant résistance française pendant la guerre et ils pensent que la population indigène est, dans sa grande majorité, francophile. Ils accusent le gouvernement de faiblesse et d'abandon et affirment que des opérations de police bien conduites suffiraient à rétablir l'ordre. Ils ne nient pas la nécessité de réformes partielles pour améliorer le sort des Musulmans et ils y consentent volontiers. Ils n'ont aucune hostilité pour les Arabes, ils les estiment et même désirent les associer plus étroitement à l'administration. Ce ne sont pas des « colonialistes », mais des partisans d'une politique d'énergie et de réalisme qui ne s'inclineraient que devant une démonstration dramatique de la faiblesse des positions françaises en Afrique du Nord.

Cette position, je ne vous le cacherai pas, est celle d'une grande partie des nationaux celle du Rassemblement National, de *L'Heure Française*, de Tixier-Vignancour, des députés Legendre et Estève, de l'Union des Intellectuels Indépendants, et sans doute d'une bonne partie de nos lecteurs. L'action terroriste, et, permettez-moi de le mentionner, la propagande de la radio du Caire, leur donnent raison : ce sont des moyens de violent et de faibles, et ils rappellent trop Londres et le comité du général de Gaulle. La poursuite de la politique d'attentats et de sabotage ne peut que renforcer la volonté de lutte des Français. Croyez-le bien, Monsieur, chaque attentat contre des Français ou des Musulmans francophiles, chaque pression extérieure, chaque appel à des assemblées grotesques comme l'O. N. U. ne peuvent que nous éloigner des nationalistes arabes avec lesquels nous voudrions causer avec confiance, et font finalement le jeu de ceux qui pêchent en eau trouble à la fois contre les Français et contre les Musulmans.

Un deuxième groupe de nationalistes reconnaît la gravité de la situation présente. Ils n'approuvent pas toutes les positions du gouvernement français, mais ils en approu-

vent l'esprit. Ils insistent sur la diversité des problèmes et recherchent des solutions différentes. Ils se sont ralliés à l'idée de l'autonomie interne en Tunisie, ils souhaitent des réformes au Maroc, ils se bornent, par contre, en général à recommander de meilleures méthodes administratives en Algérie. Ainsi leur apparaissent possibles des modalités diverses d'associations destinées à évaluer peu à peu, mais en tous cas, capables de ramener la paix civile en Afrique du Nord. Ils sont disposés à faire confiance à des hommes comme Bourguiba pour qui ils ont de l'estime, mais ils ne veulent pas jouer sur des décisions hâtives le sort des colons français. Ils veulent bien remplacer pièce par pièce la mécanique usée de notre Afrique du Nord, mais avec prudence et sans courir d'aventure. Ils s'en remettent pour cela plus volontiers à Edgar Faure qu'à Mendès-France

Cette espèce de subdivision gouvernementale de l'opposition comprend une partie des anciens députés gaullistes des hommes comme Isorni, qui a eu le courage de se séparer sur ce point de la fraction belliqueuse de l'opposition ou comme Fabre-Luce, le nouveau directeur de *Rivarol*. Ils n'ont pas, à proprement parler, de programme sur l'Afrique du Nord. Ils hésitent, ils tâtonnent souvent, examinent une par une les solutions qu'on leur propose, plus soucieux de leur effet pratique que de doctrine.

Ces deux groupes de nationalistes se déterminent l'un et l'autre à l'intérieur du « système » actuel. Je veux dire par là qu'ils ont accepté, plus ou moins inconsciemment le régime actuel de la France, ils ne le rejettent plus, ils ne le combattent plus, ils recherchent des solutions applicables par ce régime. Les premiers l'attaquent avec violence sur la question de l'Afrique du Nord, les seconds le suivent: mais, les uns et les autres ne séparent pas la France et la Quatrième République et n'imaginent pas de solution révolutionnaire.

Une telle solution n'est cependant pas à exclure ni dans les faits ni dans le raisonnement. Et c'est peut-être là où se trouvent les possibiliés les plus grandes d'accord entre nationalistes français et nationalistes nord-africains.

Car, pour un troisième groupe de nationalistes, le régime qui gère actuellement la France ne représente pas autre chose que le règne de l'étranger, et en particulier du Juif

Ils combattent la Quatrième république par principe, se réjouissent de ses défaites et ne se sentent pas engagés par ce qu'elle entreprend. Ils considèrent qu'ils ont des devoirs envers la France, mais qu'ils n'en ont aucun envers le régime actuel qui les a dépouillés et rejetés. Ils estiment que ce régime conduit la France à la catastrophe et que le relèvement français ne commencera qu'avec sa disparition. En conséquence, ces nationalistes, tout en affirmant que l'Afrique du Nord est une partie indissoluble du patrimoine français, reconnaissent entièrement aux populations française et arabe d'Afrique du Nord le droit de vivre sous un régime politique de leur choix. Quand ils parlent de la présence française en Afrique du Nord, ils pensent aux intérêts et à la sécurité des habitants français de l'Afrique du Nord et aux intérêts stratégiques et économiques permanents de la France et de la communauté européenne. Mais ils estiment que ces intérêts étant sauvegardés, les habitants français et arabes d'Afrique du Nord ont le droit d'avoir une politique autonome, répudiant la forme et la législation de la Quatrième république et confiant aux hommes désignés par eux la tâche de gouverner leur pays.

Il ne s'agit donc plus ici d'une modernisation plus ou moins profonde du statut colonial sous lequel vit l'Afrique du Nord, mais d'une modification radicale de ses rapports avec la métropole. Mais la condition *sine qua non* de cette modification, c'est qu'elle soit faite en collaboration et par parts égales entre les Français et les Musulmans de l'Afrique du Nord. En d'autres termes, on peut envisager une Afrique du Nord autonome, vivant dans un régime et sous un gouvernement de son choix, n'ayant avec la France que les liens d'un *dominion* avec la métropole, à condition que, dans ce régime et ce gouvernement séparés, la minorité française ait une représentation et des droits égaux à ceux de la majorité musulmane. Ainsi aboutirait-on à un Etat franco-musulman non colonial, lié cependant à la France comme le Canada ou l'Afrique du Sud le sont à la Grande-Bretagne, libre de sa législation et de sa direction, mais reconnaissant dans une sorte de charte fondamentale les droits égaux de l'élément arabe autochtone et de l'élément français créateur de l'Afrique du Nord moderne et élite

indispensable pendant longtemps encore à son développement.

Cette position sécessionniste n'est pas aussi brillamment représentée que les deux autres, je n'ai pas besoin de vous le dire, dans le Parlement et dans la presse. L'opposition radicale au régime n'a pas de députés, et, depuis que la direction de *Rivarol* a été confiée à M. Fabre-Luce, elle n'a plus de journaux. Je crois pourtant à l'attrait d'une telle position sur les éléments les plus énergiques et les plus conscients de l'opposition nationale et je sais qu'elle gagne beaucoup de terrain en Afrique du Nord parmi les colons préoccupés de trouver un terrain de conciliation et une formule d'avenir.

Voilà, cher Monsieur, non pas la position, mais les positions. comme vous le voyez, assez diverses, des nationalistes français. Je souhaite que cet exposé éclaircisse les conditions du dialogue que vous désirez établir avec les nationalistes nord-africains. Notre longue amitié avec les populations d'Afrique du Nord traverse une crise grave et douloureuse. Dites-vous bien que beaucoup de Français en souffrent comme moi, parce qu'ils n'oublient pas les services rendus. Nous souhaitons aussi que les événements que nous traversons ne fassent pas oublier non plus aux Arabes tout ce que la France a fait pour ce pays. Quel que soit le destin qui soit écrit pour nous, je pense qu'aucun homme juste se refusera de reconnaître, malgré les fautes et les abus d'un régime que nous condamnons, le tribut immense de travail, d'énergie, et souvent aussi de dévouement désintéressé, de sacrifice et d'amour que des milliers de Français ont répandu sur l'Afrique du Nord. Nous n'avons pas su être des frères, mais nous avons été autre chose que des conquérants. Il nous reste à apprendre à être les citoyens d'une même patrie. Que la pensée de l'avenir nous apprenne donc à surmonter les malentendus du présent. Je suis convaincu que le monde arabe que vous rêvez ne peut exister véritablement sans la communauté européenne que nous voulons. Ce sont deux alliés naturels qui auront à défendre ensemble leur position centrale entre les deux blocs et leur indépendance. Isolés ou hostiles, ils risquent d'être réduits à l'impuissance. Alliés, ils se complètent et peuvent se promettre un long avenir. Ménageons

donc cette alliance indispensable de l'Occident et du Proche-Orient. Que l'Afrique du Nord ne soit pas entre nous une pomme de discorde. mais qu'elle devienne une terre-pilote sur laquelle cette collaboration naturelle prendra sa forme la plus audacieuse. Je souhaite que les pays arabes n'oublient jamais dans leurs initiatives et dans leur action l'avenir de cette politique d'alliance qu'il faudra bien faire un jour. Je souhaite qu'en cherchant à frapper le gouvernement de la république ils se gardent de frapper finalement la France qui est autre chose que son régime. Je souhaite qu'ils cessent d'encourager une politique de violences et de crimes qui attire à son tour une répression hâtive et souvent injuste, et qu'ils s'emploient à rétablir la paix. S'il apparaissait sur la question d'Afrique du Nord les éléments d'une solution à laquelle puissent se rallier sincèrement à la fois les nationalistes français et les nationalistes arabes, je crois qu'en la dégageant nous rendrions service à nos pays et aussi à tous les pays européens.

Maurice BARDÈCHE.

A la porte, Hirsch-Grandval

La nomination du juif Hirsch-Ollendorf, dit Grandval, comme résident général au Maroc est une provocation et une insulte.

La politique de prestige dudit Hirsch-Grandval a causé en trois semaines plus de victimes françaises et marocaines que le terrorisme n'en avait fait en trois mois.

La solution du problème marocain n'est pas dans l'expulsion des patriotes comme le Dr Causse, que la bande juive de l'*Express* désignait déjà il y a six mois aux coups de ses adversaires, ni dans l'expulsion des ouvriers, adhérents de « Présence Française », qui représentent la France du Maroc véritablement tandis que M. Hirsch dit Grandval ne la représente pas du tout.

A la porte, le *m'as-tu vu* dont les promenades spectaculaires n'ont pour résultat que des coups de fusil !

M. Hirsch, dit Grandval, ne représente que les exploiteurs juifs qui dirigent la Quatrième République. La France, c'est Liautey, ce n'est ni Hirsch, ni Bloch, ni Mendès.

Marocains et Français, unissez-vous contre le régime, instrument d'oppression des Marocains et des Français ! Exigez le rappel des Grandval, le cabotin sanglant, et la nomination d'un résident Français !

Carnet Rose

Nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs l'excellent article de *Rivarol* dans son numéro du 28 juillet, saluant la mort du procureur général Marnet, prématurément enlevé à l'affection des siens et à l'exercice de la justice, au milieu du mépris unanime de ses concitoyens.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

Les Presses Bretonnes, Saint-Brieuc

N° d'Impression : 558. Dépôt légal : 3e trimestre 1955

oi-
La
ni

ne,
s !
la

cel-
ant
evé
ieu

1955